Consultation publique sur le prochain CFP: Mise en œuvre du financement de l'UE avec les États membres et les régions

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le cadre financier pluriannuel (CFP) actuel, c'est-à-dire le budget à long terme de l'UE, s'appliquera jusqu'à la fin de 2027. En 2025, la Commission présentera des propositions de vaste portée en vue de l'établissement du cadre financier pluriannuel pour l'après-2027 et pour la prochaine génération de programmes de financement. Ces programmes apportent un soutien financier à un large éventail de bénéficiaires dans l'ensemble de l'UE, y compris des universités, des régions, des villes, des organisations de la société civile, des entreprises, des agriculteurs, des étudiants, des scientifiques et de nombreux autres bénéficiaires.

Conformément aux [orientations politiques](#) de la présidente von der Leyen [pour la Commission européenne 2024-2029](#), la Commission s'emploiera à mettre en place un budget à long terme plus simple, plus ciblé et plus réactif reflétant tant les priorités stratégiques européennes que son ambition d'être une Commission axée sur l'investissement. Le fonctionnement du prochain budget à long terme sera plus simple. Il comportera moins de programmes, un plan pour chaque pays liant les réformes clés et les investissements, et il mettra l'accent sur nos priorités communes, notamment la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale. Le cadre financier pluriannuel pour l'après-2027 doit en tenir compte.

Les propositions de la Commission seront conçues de manière à permettre à l'Union d'atteindre les objectifs fixés dans les domaines qui importent le plus, là où elle peut être plus efficace que les États membres agissant isolément. Il faudra à cette fin évaluer soigneusement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui

peut être amélioré à l'avenir. Le prochain budget à long terme de l'UE bénéficiera des enseignements tirés du budget actuel, notamment en matière de simplicité et de flexibilité, de rapidité et d'orientation stratégique.

Afin de collecter des éléments probants pour appuyer l'élaboration de ces propositions, la Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées sur la manière de faire en sorte que chaque euro du budget de l'UE soit utilisé le plus efficacement possible.

Avec ces objectifs en ligne de mire, la présente consultation aborde le financement de l'UE mis en œuvre avec les États membres et les régions dans les domaines d'action suivants: politique de cohésion, politique agricole commune, politique de la pêche et politique maritime, affaires intérieures et réseaux transeuropéens. La décision de regrouper les thématiques vise à faciliter les travaux préparatoires mais ne préjuge en rien de l'architecture des futurs programmes.

Le présent questionnaire comprend trois parties. La partie 1 recueille des informations vous concernant, tandis que la partie 2 contient des questions relatives aux fonds de l'UE. La partie 3 contient deux questions finales.

Il vous faudra environ neuf minutes pour répondre à l'enquête. Vous pouvez enregistrer un brouillon de vos réponses et terminer plus tard. Si vous insérez des commentaires dans les zones de libre texte associées à certaines questions, veuillez à être concis. Vous pouvez télécharger un document exposant votre point de vue à la fin de l'enquête.

Partie 1

Informations vous concernant

* Langue de ma contribution:

- allemand
- anglais
- bulgare
- croate
- danois

- espagnol
- estonien
- finnois
- français
- grec
- hongrois
- irlandais
- italien
- letton
- lituanien
- maltais
- néerlandais
- polonais
- portugais
- roumain
- slovaque
- slovène
- suédois
- tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que:

- établissement universitaire/institut de recherche
- association d'entreprises
- société/entreprise
- organisation de défense des consommateurs
- citoyen(ne) de l'UE
- organisation de protection de l'environnement
- ressortissant(e) d'un pays tiers
- organisation non gouvernementale (ONG)
- autorité publique
- syndicat
- autre

* Prénom

Alain

* Nom

Rousset

* Adresse électronique (elle ne sera pas rendue publique)

consultationUE@nouvelle-aquitaine.fr

* Vous exercez vos activités au niveau:

- international
- local
- national
- régional

* Niveau de gouvernance

- Parlement
- Autorité
- Agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine

* Taille de l'organisation

- Micro (de 1 à 9 salariés)
- Petite (de 10 à 49 salariés)
- Moyenne (de 50 à 249 salariés)
- Grande (250 salariés ou plus)

Numéro d'inscription au registre de transparence

Veillez vérifier si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Cette liste ne reflète pas la position officielle des institutions européennes en ce qui concerne le statut juridique ou la politique des entités mentionnées. Elle constitue une harmonisation de listes et de pratiques souvent divergentes.

☐ Afghanistan	☐ Estonie	☐ Kirghizstan	☐ République démocratique du Congo
☐ Afrique du Sud	☐ Eswatini	☐ Kiribati	☐ République dominicaine
☐ Albanie	☐ État de la Cité du Vatican	☐ Kosovo	☐ Roumanie
☐ Algérie	☐ États-Unis	☐ Koweït	☐ Royaume-Uni
☐ Allemagne	☐ Éthiopie	☐ Laos	☐ Russie
☐ Andorre	☐ Fidji	☐ La Réunion	☐ Rwanda
☐ Angola	☐ Finlande	☐ Lesotho	☐ Sahara occidental
☐ Anguilla	☒ France	☐ Lettonie	☐ Saint-Barthélemy
☐ Antarctique	☐ Gabon	☐ Liban	☐ Saint-Christophe-et-Niévès
☐ Antigua-et-Barbuda	☐ Gambie	☐ Liberia	☐ Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
☐ Arabie saoudite	☐ Géorgie	☐ Libye	☐ Sainte-Lucie
☐ Argentine	☐ Ghana	☐ Liechtenstein	☐ Saint-Marin
☐ Arménie	☐ Gibraltar	☐ Lituanie	☐ Saint-Martin
☐ Aruba	☐ Grèce	☐ Luxembourg	☐ Saint-Pierre-et-Miquelon
☐ Australie	☐ Grenade	☐ Macao	☐ Saint-Vincent-et-les-Grenadines
☐ Autriche	☐ Groenland	☐ Macédoine du Nord	☐ Samoa
☐ Azerbaïdjan	☐ Guadeloupe	☐ Madagascar	☐ Samoa américaines
☐ Bahamas	☐ Guam	☐ Malaisie	☐ Sao Tomé-et-Principe
☐ Bahreïn	☐ Guatemala	☐ Malawi	☐ Sénégal
☐	☐	☐	☐

- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Bulgarie
- Burkina
- Burundi
- Cabo Verde
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- Chili
- Chine
- Chypre
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland
- Îles Caïmans
- Îles Cocos
- Îles Cook
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald
- Îles Mariannes du Nord
- Îles Marshall
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie
- Moldavie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat
- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Niue
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan
- Taïwan
- Tanzanie
- Tchad
- Tchéquie
- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique de l'océan Indien
-

- Clipperton
- Colombie
- Comores
- Congo
- Corée du Nord
- Corée du Sud
- Costa Rica
- Côte d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Curaçao
- Danemark
- Djibouti
- Dominique
- Égypte
- El Salvador
- Émirats arabes unis
- Équateur
- Érythrée
- Espagne
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Îles Pitcairn
- Îles Salomon
- Îles Turks-et-Caïcos
- Îles Vierges américaines
- Îles Vierges britanniques
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Iraq
- Irlande
- Islande
- Israël
- Italie
- Jamaïque
- Japon
- Jersey
- Jordanie
- Kazakhstan
- Kenya
- Norvège
- Nouvelle-Calédonie
- Nouvelle-Zélande
- Oman
- Ouganda
- Ouzbékistan
- Pakistan
- Palaos
- Panama
- Papouasie - Nouvelle-Guinée
- Paraguay
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- Pologne
- Polynésie française
- Porto Rico
- Portugal
- Qatar
- République centrafricaine
- Territoires palestiniens
- Thaïlande
- Timor-Oriental
- Togo
- Tokélaou
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turkménistan
- Turquie
- Tuvalu
- Ukraine
- Uruguay
- Vanuatu
- Venezuela
- Viêt Nam
- Wallis-et-Futuna
- Yémen
- Zambie
- Zimbabwe

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [p. ex. «association d'entreprises», «organisation de défense des consommateurs» ou «citoyen(ne) de l'UE»], le pays d'**

origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours rendus publics. Votre adresse électronique ne sera jamais rendue publique. Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Les options par défaut à cet égard dépendent du type de répondant sélectionné.

*** Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution**

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Mode anonyme

Seules les informations relatives à l'organisation seront publiées: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas rendu public. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Partie 2 - Questions relatives aux fonds de l'UE mis en œuvre avec les États membres et les régions

Quelle importance ont pour vous les enjeux stratégiques liés aux questions ci-après?

	Une grande importance	Une importance normale	Une importance moyenne	Aucune importance	Je ne sais pas / sans objet
Limitation des capacités publiques d'investissement nécessaires pour répondre aux					

besoins liés aux priorités de l'UE (en ce qui concerne les transitions écologique et numérique, la sécurité et la compétitivité, par exemple)	☒	☐	☐	☐	☐
Disparités sociales, économiques, régionales et territoriales persistantes	☒	☐	☐	☐	☐
Capacité limitée des régions et des communautés à bénéficier du marché unique et de nouvelles perspectives économiques	☐	☒	☐	☐	☐
Enjeux démographiques	☐	☒	☐	☐	☐
Pénuries de main-d'œuvre et de compétences, besoins en matière de renforcement des compétences et de reconversion professionnelle, et manque de préparation des systèmes d'éducation et de formation pour le 21e siècle	☒	☐	☐	☐	☐
Baisse de la productivité du travail et de la compétitivité	☐	☒	☐	☐	☐
Absence de progrès dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	☐	☒	☐	☐	☐
Obstacles à l'accès aux services essentiels, à la santé, à des soins de qualité, au logement et à la protection sociale	☒	☐	☐	☐	☐
Numérisation de l'administration publique, y compris des services publics et des systèmes de justice	☐	☒	☐	☐	☐
Transformation numérique dans les secteurs clés	☐	☒	☐	☐	☐
Manque de connectivité dans les États membres et les régions (par exemple, dans les secteurs des transports, de l'énergie et du numérique)	☒	☐	☐	☐	☐
Défis liés au respect de l'état de droit (par exemple, indépendance	☐	☐	☒	☐	☐

du pouvoir judiciaire, droit à un procès équitable, lutte contre la corruption)					
Défis liés à la protection efficace des fonds de l'UE contre la fraude, la corruption et d'autres activités illégales	☐	☒	☐	☐	☐
Menaces pour la sécurité telles que la criminalité organisée	☐	☐	☐	☐	☒
Défis liés à l'achèvement et au fonctionnement pleinement opérationnel de l'espace Schengen avec la libre circulation des personnes	☐	☒	☐	☐	☐
Défis liés à la gestion de l'asile et de la migration	☐	☐	☒	☐	☐
Effets de plus en plus marqués du changement climatique et dégradation de l'environnement (par exemple, catastrophes naturelles, perte de biodiversité)	☒	☐	☐	☐	☐
Décarbonation de l'économie	☒	☐	☐	☐	☐
Nécessité de garantir un approvisionnement énergétique abordable, durable et sûr	☒	☐	☐	☐	☐
Nécessité de tirer le meilleur parti possible du potentiel de l'économie circulaire	☒	☐	☐	☐	☐
Nécessité de garantir un approvisionnement stable en denrées alimentaires de qualité, à tout moment et à des prix raisonnables	☒	☐	☐	☐	☐
Disparités économiques et crises auxquelles sont confrontés les secteurs de l'agriculture et de la pêche	☒	☐	☐	☐	☐
Secteurs de la culture et de la création en difficulté, précarité des artistes, accès limité à la culture et préservation du patrimoine	☐	☒	☐	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-après)	☒	☐	☐	☐	☐

Vous pouvez, ci-après, mentionner d'autres enjeux stratégiques, ou apporter des précisions sur les enjeux précités (en mentionnant, dans ce cas, le domaine d'action auquel vous vous référez):

500 caractère(s) maximum

Il est d'une grande importance :

- d'achever les tronçons transfrontaliers du réseau transeuropéen de transport;
- d'accompagner les agriculteurs face aux différentes transitions comme le fait la Région Nouvelle-Aquitaine avec sa feuille de route Néo Terra (en pièce jointe de la consultation).

Dans quelle mesure les éléments suivants constituent-ils, selon vous, des obstacles à réalisation des objectifs du budget de l'UE?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Trop de fonds avec des objectifs qui se chevauchent	☐	☐	☒	☐	☐
Règles spécifiques aux fonds différentes et souvent complexes en ce qui concerne l'accès au financement et le respect des règles concernées	☒	☐	☐	☐	☐
Capacités administratives aux niveaux national, régional et local	☐	☒	☐	☐	☐
Charge administrative pesant sur les bénéficiaires, les autorités régionales et nationales	☒	☐	☐	☐	☐
Gouvernance et répartition des fonds trop compliquées	☐	☐	☒	☐	☐
Manque de souplesse lorsqu'il est nécessaire de s'adapter à des évolutions nouvelles et imprévues	☐	☐	☒	☐	☐
Manque de cohérence et d'efficacité dans la mise en œuvre des priorités stratégiques de l'UE	☐	☐	☐	☒	☐
Alignement insuffisant sur les politiques nationales	☐	☐	☐	☒	☐
Faible absorption des fonds et nombre insuffisant de projets de haute qualité	☐	☐	☐	☒	☐
Attention insuffisante accordée aux projets présentant la plus forte valeur ajoutée européenne (projets multinationaux, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐
Attention insuffisante accordée à l'obtention de résultats	☐	☐	☐	☒	☐

Mobilisation insuffisante de financement privé (grâce à une réduction des risques qui y sont liés, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐
Environnement réglementaire national réduisant l'efficacité du financement de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Fraude, corruption et autres activités illégales ciblant les fonds de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☒	☐	☐	☐

Si vous souhaitez mentionner d'autres obstacles, veuillez le faire ci-après:

500 caractère(s) maximum

Dans une certaine mesure, la Région estime qu'il y a un manque de ressources budgétaires de l'UE, notamment au niveau transfrontalier (dont le transport). De plus, afin d'améliorer la synergie entre les programmes européens, la Région invite à ce que les programmes en gestion partagée (dont Cohésion, PAC et FEAMP) soient exemptés des règles relatives aux aides d'État. Les règles seraient ainsi alignées avec celles en vigueur pour les programmes en gestion directe.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant de la politique de cohésion?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, notamment en matière de cohésion territoriale, sociale et économique	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir les biens publics de l'UE (projets transfrontières/multinationaux, par exemple)	☐	☒	☐	☐	☐
Relever les défis transfrontières (le changement climatique, par exemple)	☐	☒	☐	☐	☐

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant de la politique agricole commune?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet

Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, notamment garantir un niveau de vie correct à la communauté agricole, et faire en sorte que le secteur agricole soit attrayant pour ceux qui l'intègrent	☐	☒	☐	☐	☐
Soutenir les biens publics de l'UE (par la fourniture de services écosystémiques et la coopération transfrontière, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐
Relever les défis transfrontières (changement climatique, sécurité alimentaire, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE- s'agissant du secteur de la pêche et des politiques maritimes?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, favoriser une pêche durable et la restauration et la conservation des ressources biologiques aquatiques	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir les biens publics de l'UE (coopération transfrontière, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐
Relever les défis transfrontières (le changement climatique, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant des affaires intérieures?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, notamment une gestion efficace en matière de migration, d'asile et de frontières extérieures	☐	☐	☐	☐	☒
Soutenir les biens publics de l'UE (projets transfrontières/multinationaux, par exemple)	☐	☐	☐	☐	☒

Relever les défis transfrontières (les menaces pour la sécurité, par exemple)	☐	☐	☐	☐	☒
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	----------------------------------

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant des réseaux transeuropéens?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, y compris au bon fonctionnement du marché unique et à la cohésion territoriale, sociale et économique	☐	☒	☐	☐	☐
Soutenir les projets d'infrastructure transfrontières /multinationaux de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Relever les défis transfrontières (mobilité militaire et défense, changement climatique, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les actions ci-après pourraient contribuer à rendre le budget de l'Union plus efficace et efficient?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Appliquer des règles, des calendriers et des critères d'éligibilité communs à tous les fonds de l'UE concernés	☐	☒	☐	☐	☐
Réduire le nombre de règles et les rendre plus claires et plus simples	☒	☐	☐	☐	☐
Réduire le nombre de programmes de financement de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Simplifier la gestion des programmes de financement de l'UE aux niveaux national et régional	☐	☒	☐	☐	☐
Donner la priorité aux projets à forte valeur ajoutée européenne, tels que les projets multinationaux et les projets qui contribuent aux priorités stratégiques de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐

Introduire davantage de souplesse dans l'allocation des ressources pour pouvoir réagir aux crises et aux besoins émergents	☐	☒	☐	☐	☐
Utiliser les fonds pour promouvoir tant les réformes que les investissements	☐	☐	☒	☐	☐
Simplifier l'accès au financement pour les bénéficiaires	☒	☐	☐	☐	☐
Utiliser davantage de fonds de l'UE pour stimuler les investissements privés et nationaux, notamment au moyen d'instruments financiers (prêts, garanties, fonds propres, par exemple)	☐	☐	☒	☐	☐
Mettre davantage l'accent sur l'obtention de résultats, notamment au moyen d'un financement axé sur la performance (financement non lié aux coûts, par exemple)	☒	☐	☐	☐	☐
Mieux prévenir et combattre la fraude et la corruption, ainsi que d'autres activités illégales ciblant les fonds de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☒	☐	☐	☐	☐

Veuillez mentionner ci-après d'autres moyens d'améliorer l'efficacité du budget de l'Union, le cas échéant:

500 caractère(s) maximum

La Région suggère de diminuer le nombre d'audits en tenant compte des antécédents et en instaurant une relation de confiance entre la CE et les régions. Ceci évitera divergences et doublons entre les niveaux régional, national et UE. Il faudrait renforcer l'audit unique et adopter un principe de proportionnalité (taille, type, contenu du projet). Elle invite aussi à limiter la flexibilité budgétaire afin de garantir une prédictibilité nécessaire aux investissements structurants et de long-terme.

Êtes-vous d'accord avec le fait que les politiques couvertes par le budget de l'UE devraient continuer à soutenir tous les types de régions et de communautés à l'avenir?

Maximum 1 sélection(s)

- Oui
 Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez préciser pourquoi:

500 caractère(s) maximum

Si vous souhaitez émettre d'autres suggestions d'amélioration, veuillez le faire ci-après:

500 caractère(s) maximum

La Nouvelle-Aquitaine invite à ce que les futurs règlements soient adoptés au moins six mois avant le début de la période de programmation, afin d'éviter un retard dans le démarrage. La gouvernance des programmes en gestion partagée doit rester un choix de l'Etat, tout en respectant le principe de subsidiarité. En effet, la désignation d'une autorité de gestion nationale comme sur le modèle la PAC et des plans stratégiques (UE 2021/2115) s'avère inefficace dans la mise en œuvre.

Si vous pensez que les parties prenantes pourraient être associées plus efficacement, veuillez préciser:

500 caractère(s) maximum

Parmi les aspects suivants, lesquels sont, selon vous, les plus à même d'améliorer les capacités administratives et institutionnelles des administrations publiques des États membres?

- Prévisibilité de la programmation associée aux investissements financés par l'UE
- Flexibilité permettant de répondre à un large éventail de besoins des États membres
- Mettre l'accent sur les grandes priorités de l'UE présentant la plus forte valeur ajoutée européenne
- Aider les États membres à recenser les domaines dans lesquels l'assistance technique serait la plus profitable
- Pérennité des capacités dans le temps
- Soutenir un large éventail de bénéficiaires dans les administrations publiques à différents niveaux
- Apporter un soutien et des informations quant aux possibilités de financement aux bénéficiaires/demandeurs potentiels
- Répondre aux besoins des autorités nationales, régionales et locales en matière de compétences
- Autre (veuillez préciser ci-après)
- Je ne sais pas/sans avis

Partie 3 - Questions finales

Si vous souhaitez ajouter d'autres informations entrant dans le cadre du présent questionnaire, vous pouvez le faire ici:

2000 caractère(s) maximum

La Région accueille avec intérêt la volonté de la Commission européenne de proposer un futur CFP plus simple, plus ciblé et adapté aux besoins, qui se fonde sur des politiques plutôt que sur des programmes. Elle demeure toutefois très préoccupée par la proposition d'un plan unique par État, qui lie ses réformes clés et les investissements et tient à rappeler que pour être efficace et pertinent, un tel plan doit — de sa conception à sa négociation — impérativement se fonder sur les principes du partenariat et de la gouvernance à multinationaux, et placer ainsi les régions au cœur du système.

La Nouvelle-Aquitaine est convaincue, à l'instar du rapport Letta ou du rapport du groupe de haut niveau sur la cohésion que des politiques territorialisées, qui tiennent donc compte des spécificités locales, sont essentielles pour renforcer la compétitivité, la durabilité, la productivité, l'inclusion sociale et la résilience de l'Europe dans son ensemble.

Le Président de la Nouvelle-Aquitaine tient à affirmer qu'il est fondamental de maintenir des programmes régionaux pour mettre en œuvre les fonds de la politique de cohésion. Cette approche permet en effet de mieux identifier les défis, les besoins, les possibilités et les objectifs propres à chaque territoire et aux politiques et initiatives européennes de gagner en efficacité et en durabilité. L'UE a besoin d'un véritable engagement des instances régionales, qui constituent le niveau institutionnel le plus approprié pour planifier et mettre en œuvre les politiques territoriales; un plan unique par État sera inévitablement conçu en ne tenant que lointainement compte des besoins de chaque territoire et, par conséquent, de ceux des citoyens européens.

La Région se positionne aussi en faveur d'une évolution de la politique de cohésion vers une gestion davantage basée sur les résultats. Elle soutient pleinement les positions défendues dans le projet d'avis du Comité européen des Régions joint à cette consultation.

Veillez joindre tout document utile à l'appui de vos réponses.

Zone de téléchargement de fichiers — 1 Mo maximum, fichiers pdf, txt, doc, docx, odt et rtf uniquement.

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

fc03b10d-d639-487f-99d7-5ddd956266bf/20250430_Letter_EUregions4cohesion.PDF

fdfa83c7-45ca-4b2f-a612-2b0d76c1f5f5/Part1_Intro_Synthese_Neo_Terra_EN.pdf

838c26f3-6aa2-4500-b746-9d9fa01e2a14/Part2_Sixambitions_Synthese_Neo_Terra_EN.pdf

17787a72-bd13-49a1-b7f0-bebad2ac4535/Part3_Conclusions_Synthese_Neo_Terra_EN.pdf

ab90ccc1-453c-43ba-9815-d7104c0936e4/Projetavis_CdR_IBoudineau.docx

Contact

SG-MFF-PUBLIC-CONSULTATIONS@ec.europa.eu

Consultation publique - Financement de l'UE en faveur de la compétitivité

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

En 2025, la Commission européenne présentera une proposition globale pour le prochain budget à long terme, le cadre financier pluriannuel (CFP). Cela concerne notamment les fonds de l'Union européenne (UE) qui apportent un soutien financier à des centaines de milliers de bénéficiaires, dont des organismes de recherche et de technologie, des petites et moyennes entreprises, de jeunes entreprises et des entreprises en expansion, des établissements d'enseignement et de recherche, des pôles industriels, et bien d'autres encore.

Aujourd'hui, les financements de l'UE en faveur de la compétitivité sont répartis sur un trop grand nombre de programmes qui se chevauchent. Bon nombre d'entre eux financent les mêmes choses, mais en posant des exigences différentes et en créant des difficultés à combiner efficacement les financements, ce qui entrave l'accès à ces financements et limite leur impact potentiel.

Comme souligné dans les [orientations politiques](#) de la présidente von der Leyen, ainsi que dans la [boussole pour la compétitivité](#), la Commission travaillera à un CFP plus simple, plus ciblé et plus efficace, qui reflète les priorités stratégiques européennes (ainsi que son ambition d'être une Commission axée sur les investissements).

Ces orientations annonçaient également la création d'un Fonds européen pour la compétitivité dans le cadre de la proposition relative au prochain CFP. Comme indiqué dans la boussole pour la compétitivité, cet instrument d'investissement devrait orienter les investissements vers les technologies stratégiques tout au long de leur développement — de la recherche à la fabrication, en passant par l'expansion et le déploiement industriel —, en utilisant la puissance du budget de l'UE pour mobiliser les investissements privés et réduire les risques associés, afin d'atteindre nos objectifs communs.

La proposition de la Commission relative au prochain CFP se concentrera sur les aspects les plus importants, dans les domaines où l'Union peut obtenir de meilleurs résultats que les États membres agissant seuls. Cela nécessitera d'évaluer attentivement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui peut être amélioré à l'avenir. Le prochain CFP sera établi en tirant les enseignements du budget actuel, notamment sur les plans de la simplicité, de la flexibilité, de la rapidité et des orientations stratégiques. Dans ce contexte, la Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées sur le futur budget de l'UE. La présente consultation porte sur le financement de l'UE en faveur de sa compétitivité. Il a été décidé de regrouper les thématiques pour faciliter les travaux préparatoires, mais cela ne préjuge en rien de l'architecture des futurs programmes. Le présent questionnaire comprend trois parties.

La partie 1 recueille des informations vous concernant, la partie 2 comporte des questions relatives au financement de l'UE en faveur de la compétitivité, tandis que la partie 3 comprend les questions finales. Vos réponses contribueront à étayer l'analyse d'impact pour le Fonds européen pour la compétitivité.

Vous pouvez enregistrer un brouillon de vos réponses et le terminer plus tard. Veuillez être concis(e) lorsque vous rédigez des observations complémentaires dans une zone de texte libre. À la fin de l'enquête, vous pourrez également télécharger un document présentant votre point de vue, si vous le souhaitez.

Informations vous concernant

Partie 1. Questions vous concernant

* Langue de votre contribution

- Allemand
- Anglais
- Bulgare
- Croate
- Danois
- Espagnol
- Estonien
- Finnois
- Français
- Grec
- Hongrois
- Irlandais
- Italien
- Letton
- Lituanien
- Maltais
- Néerlandais
- Polonais
- Portugais
- Roumain
- Slovaque
- Slovène
- Suédois
- Tchèque

* À quel titre apportez-vous votre contribution?

- Établissement universitaire/institut de recherche
- Association d'entreprises

- Société/entreprise
- Organisation de défense des consommateurs
- Citoyen(ne) de l'Union européenne
- Organisation de protection de l'environnement
- Ressortissant d'un pays non membre de l'UE
- Organisation non gouvernementale (ONG)
- Autorité publique
- Organisation syndicale
- Autre

* Prénom

Alain

* Nom

Rousset

* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

consultationUE@nouvelle-aquitaine.fr

* Niveau géographique

- International
- Local
- National
- Régional

* Niveau de gouvernance

- Parlement
- Autorité
- Agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine

* Taille de l'organisation

- Très petite (de 1 à 9 salariés)
- Petite (de 10 à 49 salariés)
- Moyenne (de 50 à 249 salariés)
- Grande (plus de 250 salariés)

Numéro d'inscription au registre de transparence

Vérifiez si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent volontairement les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veuillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Cette liste ne reflète pas la position officielle des institutions européennes en ce qui concerne le statut juridique ou la politique des entités mentionnées. Elle constitue une harmonisation de listes et de pratiques souvent divergentes.

☐ Afghanistan	☐ Estonie	☐ Kirghizstan	☐ République démocratique du Congo
☐ Afrique du Sud	☐ Eswatini	☐ Kiribati	☐ République dominicaine
☐ Albanie	☐ État de la Cité du Vatican	☐ Kosovo	☐ Roumanie
☐ Algérie	☐ États-Unis	☐ Koweït	☐ Royaume-Uni
☐ Allemagne	☐ Éthiopie	☐ Laos	☐ Russie
☐ Andorre	☐ Fidji	☐ La Réunion	☐ Rwanda
☐ Angola	☐ Finlande	☐ Lesotho	☐ Sahara occidental
☐ Anguilla	☒ France	☐ Lettonie	☐ Saint-Barthélemy
☐ Antarctique	☐ Gabon	☐ Liban	☐ Saint-Christophe-et-Niévès
☐ Antigua-et-Barbuda	☐ Gambie	☐ Liberia	☐ Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
☐ Arabie saoudite	☐ Géorgie	☐ Libye	☐ Sainte-Lucie
☐ Argentine	☐ Ghana	☐ Liechtenstein	☐ Saint-Marin
☐ Arménie	☐ Gibraltar	☐ Lituanie	☐ Saint-Martin

- Aruba
- Australie
- Autriche
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Bulgarie
- Burkina
- Burundi
- Cabo Verde
- Grèce
- Grenade
- Groenland
- Guadeloupe
- Guam
- Guatemala
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane (française)
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland
- Îles Caïmans
- Îles Cocos
- Îles Cook
- Luxembourg
- Macao
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Malaisie
- Malawi
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie
- Moldavie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat
- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Samoa américaines
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan
- Taïwan

- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- Chili
- Chine
- Chypre
- Clipperton
- Colombie
- Comores
- Congo
- Corée du Nord
- Corée du Sud
- Costa Rica
- Côte d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Curaçao
- Danemark
- Djibouti
- Dominique
- Égypte
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald
- Îles Mariannes du Nord
- Îles Marshall
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Îles Pitcairn
- Îles Salomon
- Îles Turks-et-Caïcos
- Îles Vierges américaines
- Îles Vierges britanniques
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Iraq
- Irlande
- Islande
- Israël
- Italie
- Jamaïque
- Nauru
- Népal
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Niue
- Norvège
- Nouvelle-Calédonie
- Nouvelle-Zélande
- Oman
- Ouganda
- Ouzbékistan
- Pakistan
- Palaos
- Panama
- Papouasie - Nouvelle-Guinée
- Paraguay
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- Pologne
- Tanzanie
- Tchad
- Tchéquie
- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Territoires palestiniens
- Thaïlande
- Timor-Oriental
- Togo
- Tokélaou
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turkménistan
- Turquie
- Tuvalu
- Ukraine
- Uruguay
- Vanuatu
- Venezuela
- Viêt Nam

- El Salvador
- Japon
- Polynésie française
- Wallis-et-Futuna
- Émirats arabes unis
- Jersey
- Porto Rico
- Yémen
- Équateur
- Jordanie
- Portugal
- Zambie
- Érythrée
- Kazakhstan
- Qatar
- Zimbabwe
- Espagne
- Kenya
- République centrafricaine

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant (par exemple: «association d'entreprises», «organisation de défense des consommateurs» ou «citoyen(ne) de l'Union européenne»), le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais publiée.** Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Les options par défaut en matière de protection de la vie privée dépendent du type de répondant sélectionné.

* Paramètres de protection de la vie privée pour la publication de la contribution

La Commission publiera les réponses à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Mode anonyme

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas publié. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#)

Depuis 2021, avez-vous demandé un financement de l'UE géré directement ou indirectement par la Commission européenne?

Maximum 1 sélection(s)

- Oui
- Non

Quel était le fonds concerné?

- Horizon Europe
- Une Europe numérique
- Fonds pour l'innovation
- InvestEU
- LIFE
- Mécanisme pour l'interconnexion en Europe
- Fonds européen de la défense
- Instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes (EDIRPA)
- Règlement relatif au soutien à la production de munitions (ASAP)
- IRIS²
- Programme spatial européen (y compris l'initiative Cassini)
- Programme de recherche et de formation d'Euratom
- ITER
- L'UE pour la santé
- Autre

Si vous avez répondu «Autre», veuillez indiquer de quel fonds il s'agit

Erasmus

Une ou plusieurs de vos demandes ont-elles été retenues (avez-vous reçu un financement pour votre projet)?

Maximum 1 sélection(s)

- Oui
- Non

Pour quel(s) programme(s)/fonds?

- Horizon Europe

- Une Europe numérique
- Fonds pour l'innovation
- InvestEU
- LIFE
- Mécanisme pour l'interconnexion en Europe
- Fonds européen de la défense
- Instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes (EDIRPA)
- Règlement relatif au soutien à la production de munitions (ASAP)
- IRIS²
- Programme spatial européen (y compris l'initiative Cassini)
- Programme de recherche et de formation d'Euratom
- ITER
- L'UE pour la santé
- Autre

Si vous avez répondu «Autre», veuillez indiquer de quel fonds il s'agit

Erasmus

Comment qualifieriez-vous votre expérience concernant les aspects suivants?

	Très positive	Positive	Négative	Très négative	Sans avis
La recherche de possibilités de financement	☐	☒	☐	☐	☐
La pertinence et la clarté des appels	☐	☒	☐	☐	☐
La durée de la procédure	☐	☐	☒	☐	☐
La procédure de demande	☐	☐	☒	☐	☐
L'évaluation de votre proposition	☐	☒	☐	☐	☐
La mise en œuvre du projet	☐	☒	☐	☐	☐
Le versement des fonds	☐	☐	☒	☐	☐

Veuillez indiquer ce que vous estimez être les principales difficultés de cette procédure

500 caractère(s) maximum

Le versement tardif des fonds a un impact sur les entreprises accompagnées par la Région. Il y a un décalage budgétaire entre le dépôt du projet (N), les premières dépenses (N+1) et les premiers versements (N+2). En revanche, pour le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, les versements de fonds ont été simplifiés entre 2014-20 et 2021-27.

La recherche de possibilités de financement est marquée comme positive mais reste complexe et peu accessible sans aide/guide/compétence ad-hoc.

Partie 2. Financement de l'UE en faveur de la compétitivité

La Commission a déjà recensé les difficultés suivantes liées à la compétitivité. Quelle est l'importance de ces difficultés selon vous?

	Très importante	Importante	Moyennement importante	Pas importante	Sans avis
Le fossé qui sépare l'UE de ses principaux concurrents mondiaux en matière d'innovation et de technologie dans le domaine des technologies stratégiques	☐	☒	☐	☐	☐
Le sous-investissement dans la recherche et l'innovation	☐	☒	☐	☐	☐
Les disparités en matière d'innovation et de capacités industrielles entre les États membres	☐	☐	☒	☐	☐
L'absence d'enrichissement réciproque des domaines civil et militaire en matière de recherche et de développement	☐	☐	☒	☐	☐
L'insuffisance des capacités d'innovation et de production pour les technologies stratégiques	☐	☒	☐	☐	☐
L'attention insuffisante accordée aux priorités stratégiques de l'UE en matière de financement	☐	☐	☐	☒	☐
Le manque de cohérence entre les politiques européennes, nationales et régionales en matière de compétitivité	☐	☐	☒	☐	☐
La résilience en matière de changement climatique et les coûts associés à la décarbonation	☒	☐	☐	☐	☐
La dépendance excessive de l'UE à l'égard de pays non membres en ce qui concerne les intrants critiques, les matières premières et les technologies stratégiques	☒	☐	☐	☐	☐
L'accès au financement pour les petites entreprises et les entreprises en expansion, de la recherche à la fabrication	☒	☐	☐	☐	☐
Les possibilités d'attirer des chercheurs de classe mondiale, des travailleurs qualifiés et des entrepreneurs étrangers	☐	☒	☐	☐	☐

L'incapacité à traduire l'innovation en technologies commercialisables et d'intégrer ces technologies dans la base industrielle de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
L'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences sur le marché du travail	☐	☒	☐	☐	☐
La numérisation et la diffusion des technologies de pointe dans les secteurs clés	☐	☐	☐	☐	☒
L'insuffisance des investissements privés, y compris de la part des investisseurs institutionnels	☐	☐	☒	☐	☐
Les défis liés à la protection efficace des fonds de l'UE contre la fraude, la corruption et d'autres activités illégales	☐	☐	☒	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☒	☐	☐	☐	☐

Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser ci-dessous

500 caractère(s) maximum

1/ Les ETI sont peu ou pas éligibles aux aides européennes alors que c'est une catégorie d'entreprises essentielle à la croissance d'un territoire et des PME qui sont dans leur sillage. Comme c'est le cas pour l'utilisation du FEDER en France.
2/ Manque de "financement du risque" dans le cadre de la transformation des modèles économiques /gouvernance des entreprises.

Dans quelle mesure le prochain CFP devrait-il soutenir les étapes de développement des technologies et des produits suivantes pour améliorer la compétitivité de l'UE?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas/sans objet
La recherche fondamentale	☐	☒	☐	☐	☐
La recherche appliquée	☐	☒	☐	☐	☐
Le développement des technologies à un stade précoce	☐	☒	☐	☐	☐
L'expansion	☐	☒	☐	☐	☐
Le déploiement industriel	☐	☒	☐	☐	☐
Les capacités de fabrication	☐	☒	☐	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☒	☐	☐	☐

Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser

La résilience du site industriel face au changement climatique et l'adaptation de l'activité de production, en lien avec la résilience des territoires (coopération, écologie industrielle territoriale).

Dans quelle mesure le budget actuel de l'UE contribue-t-il à relever les défis suivants?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout
Attirer des chercheurs de classe mondiale, des travailleurs qualifiés et des entrepreneurs étrangers	☐	☒	☐	☐
Faciliter la collaboration entre la recherche et l'industrie	☐	☒	☐	☐

Traduire l'innovation en technologies commercialisables et intégrer ces technologies dans la base industrielle de l'UE	☐	☒	☐	☐
Réduire les disparités en matière d'innovation et de capacités et de ressources industrielles entre les États membres	☐	☒	☐	☐
Fournir des infrastructures technologiques et de recherche de classe mondiale dans l'ensemble de l'UE	☒	☐	☐	☐
Réduire les dépendances excessives en matière d'intrants critiques, de matières premières et de technologies stratégiques	☐	☒	☐	☐
Favoriser l'enrichissement réciproque des domaines civil et militaire en matière de recherche et de développement	☐	☒	☐	☐
Assurer la continuité du financement de l'UE à tous les stades, de la recherche à la fabrication	☐	☒	☐	☐
Promouvoir les initiatives publiques axées sur la demande en faveur de l'innovation et des technologies stratégiques (marchés publics et normes, par exemple)	☒	☐	☐	☐
Assurer la décarbonation et la durabilité environnementale des secteurs stratégiques	☐	☒	☐	☐
Permettre la numérisation et la diffusion des technologies de pointe dans les secteurs clés	☐	☐	☐	☐
Soutenir les petites entreprises et les entreprises en expansion, de la recherche à la fabrication	☐	☒	☐	☐
Mobiliser suffisamment de financement privé (grâce à une réduction des risques qui y sont liés, par exemple)	☐	☐	☒	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☒	☐

Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser

- 1/ Renforcer l'accès aux financements bancaires pour des projets d'exception portés par des PME/ETI (notamment via la Banque européenne d'investissement) au service de la souveraineté de l'Union européenne;
- 2/ Considérer les secteurs stratégiques à l'échelle des territoires infra-européens;
- 3/ Mettre explicitement le sujet de la biodiversité et circularité matières/ressources au même niveau que la décarbonation.

La Commission a recensé un certain nombre d'actions qui pourraient permettre au financement de l'UE de mieux soutenir sa compétitivité. Dans quelle mesure estimez-vous que ces actions pourraient avoir une incidence positive?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas /sans objet
Appliquer des règles, des calendriers et des critères d'admissibilité communs à tous les fonds de l'UE concernés	☐	☒	☐	☐	☐
Accroître l'attention accordée au financement des principales priorités stratégiques actuelles et à venir	☒	☐	☐	☐	☐
Réduire le nombre de programmes de financement de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Assurer la continuité du financement de l'UE, de la recherche à la fabrication	☐	☒	☐	☐	☐
Faire correspondre les politiques industrielles et de recherche et les investissements aux niveaux national et de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Renforcer la collaboration internationale avec les partenaires de pays non membres partageant les mêmes valeurs	☒	☐	☐	☐	☐
Élaborer des outils et mesures ciblés pour limiter les dépendances de l'UE dans les secteurs stratégiques clés	☒	☐	☐	☐	☐
Renforcer les services de conseil aux entreprises (accompagnement, mentorat et formation, par exemple) pour les candidats retenus	☐	☒	☐	☐	☐
Créer des outils informatiques conviviaux	☐	☒	☐	☐	☐
Améliorer le retour d'information pour les candidats	☐	☒	☐	☐	☐
Introduire davantage de souplesse dans l'allocation des ressources pour pouvoir réagir aux crises et aux besoins émergents	☐	☒	☐	☐	☐
Mettre davantage l'accent sur l'obtention de résultats, notamment au moyen d'un financement axé sur les performances (financement non lié aux coûts, par exemple)	☒	☐	☐	☐	☐
Mieux prévenir et combattre la fraude et la corruption, ainsi que les autres activités illégales ciblant les fonds de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☒	☐	☐	☐

Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser

- Simplifier les règles de gestion des aides européennes pour faciliter l'accès direct des aides pour les bénéficiaires finaux (ex :entreprises...) et leur versement;
- Prendre en considération les politiques industrielles et de recherche et les investissements au niveau régional.

Partie 3. Questions finales

Si vous souhaitez ajouter d'autres informations entrant dans le cadre du présent questionnaire, vous pouvez le faire ici

Joignez tout document utile à l'appui de vos réponses

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

e6b1bc87-bbc4-479d-8f3a-d50cf6030c22/20250430_Letter_EUregions4cohesion.PDF

2bad6dc5-a8d3-4e31-8eee-1ff7e8b0fc8b/Projetavis_CdR_IBoudineau.docx

Contact

SG-MFF-PUBLIC-CONSULTATIONS@ec.europa.eu

Consultation publique sur le CFP - Financement de l'action extérieure

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le cadre financier pluriannuel («CFP») actuel, c'est-à-dire le budget à long terme de l'UE, s'appliquera jusqu'à la fin de 2027. En 2025, la Commission présentera des propositions de vaste portée en vue de l'établissement du prochain cadre financier pluriannuel et de la nouvelle génération d'instruments de financement. Ces fonds permettront d'apporter un soutien financier à des centaines de milliers de bénéficiaires, tels que des organisations internationales, des autorités nationales et locales, des organisations de la société civile, des entreprises, des agriculteurs, des étudiants et des scientifiques, au sein de l'UE, dans les pays partenaires et à l'échelle mondiale.

Dans la droite ligne des orientations politiques de la présidente von der Leyen pour la Commission européenne 2024-2029, la Commission œuvrera à la mise en place d'un budget à long terme plus simple, plus ciblé et plus réactif, qui reflète les priorités stratégiques européennes, avec comme ambition celle d'être une Commission qui investit. Nous devons aussi remanier le financement de notre action extérieure, afin de le rendre plus efficace et plus ciblé pour nos partenaires et plus conforme à nos intérêts stratégiques.

Les propositions de la Commission seront conçues de manière à permettre à l'Union d'atteindre les objectifs fixés dans les domaines qui importent le plus, là où elle peut être plus efficace que les États membres agissant isolément. Cela nécessitera d'évaluer attentivement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui peut être amélioré à l'avenir. Le prochain budget à long terme de l'UE tirera les enseignements du budget actuel, notamment sur les plans de la simplicité et de la flexibilité, de la rapidité et de l'orientation stratégique.

Dans ce contexte, la Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées sur le futur budget de l'UE. La présente consultation porte sur le financement extérieur de l'UE mis en œuvre dans les pays partenaires, parfois avec les États membres dans le cadre d'une approche «Équipe Europe». Il a été décidé de regrouper les thématiques pour faciliter les travaux préparatoires, mais cela ne préjuge en rien de l'architecture des programmes futurs.

Le questionnaire se compose de trois parties. La première partie recueille des informations vous concernant, tandis que la deuxième partie contient des questions relatives aux fonds de l'UE. La troisième partie comprend deux questions finales.

Il vous faudra une dizaine de minutes pour répondre à l'enquête. Vous pouvez enregistrer un brouillon de vos réponses et terminer plus tard. Veuillez être concis lorsque vous rédigez des observations

complémentaires dans une zone de texte libre. Vous pouvez télécharger un document indiquant votre point de vue à la fin de l'enquête.

Informations vous concernant

* Langue de votre contribution

- allemand
- anglais
- bulgare
- croate
- danois
- espagnol
- estonien
- finnois
- français
- grec
- hongrois
- irlandais
- italien
- letton
- lituanien
- maltais
- néerlandais
- polonais
- portugais
- roumain
- slovaque
- slovène
- suédois
- tchèque

* Vous apportez votre contribution en tant que

- établissement universitaire/institut de recherche
- association d'entreprises
- société/entreprise
- organisation de consommateurs

- citoyen(ne) de l'UE
- organisation de protection de l'environnement
- ressortissant(e) d'un pays non membre de l'UE
- organisation non gouvernementale (ONG)
- autorité publique
- syndicat
- autres

* Prénom

Alain

* Nom

Rousset

* Adresse électronique (elle ne sera pas rendue publique)

consultationUE@nouvelle-aquitaine.fr

* Portée de vos activités

- Internationale
- Locale
- Nationale
- Régionale

* Niveau de gouvernance

- Parlement
- Autorité
- Agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine

* Taille de l'organisation

- Microentreprise (de 1 à 9 salariés)
- Petite entreprise (de 10 à 49 salariés)

- Moyenne entreprise (de 50 à 249 salariés)
- Grande entreprise (250 salariés ou plus)

Numéro d'inscription au registre de transparence

Vérifiez si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Cette liste ne reflète pas la position officielle des institutions européennes en ce qui concerne le statut juridique ou la politique des entités mentionnées. Elle constitue une harmonisation de listes et de pratiques souvent divergentes.

☐ Afghanistan	☐ Estonie	☐ Kirghizstan	☐ République centrafricaine
☐ Afrique du Sud	☐ Eswatini	☐ Kiribati	☐ République démocratique du Congo
☐ Albanie	☐ État de la Cité du Vatican	☐ Kosovo	☐ République dominicaine
☐ Algérie	☐ États-Unis	☐ Koweït	☐ Roumanie
☐ Allemagne	☐ Éthiopie	☐ Laos	☐ Royaume-Uni
☐ Andorre	☐ Fidji	☐ La Réunion	☐ Russie
☐ Angola	☐ Finlande	☐ Lesotho	☐ Rwanda
☐ Anguilla	☒ France	☐ Lettonie	☐ Sahara occidental
☐ Antarctique	☐ Gabon	☐ Liban	☐ Saint-Barthélemy
☐ Antigua-et-Barbuda	☐ Gambie	☐ Liberia	☐ Saint-Christophe-et-Niévès
☐ Arabie saoudite	☐ Géorgie	☐ Libye	☐ Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
☐ Argentine	☐ Ghana	☐ Liechtenstein	☐ Sainte-Lucie
☐ Arménie	☐ Gibraltar	☐ Lituanie	☐ Saint-Marin
☐ Aruba	☐ Grèce	☐ Luxembourg	☐ Saint-Martin

- Australie
- Autriche
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Bulgarie
- Burkina
- Burundi
- Cabo Verde
- Cambodge
- Cameroun
- Grenade
- Groenland
- Guadeloupe
- Guam
- Guatemala
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland
- Îles Caïmans
- Îles Cocos
- Îles Cook
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Macao
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Malaisie
- Malawi
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie
- Moldavie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat
- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Samoa américaines
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan
- Taïwan
- Tanzanie

- Canada
- Chili
- Chine
- Chypre
- Clipperton
- Colombie
- Comores
- Congo
- Corée du Nord
- Corée du Sud
- Costa Rica
- Côte d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Curaçao
- Danemark
- Djibouti
- Dominique
- Égypte
- El Salvador
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald
- Îles Mariannes du Nord
- Îles Marshall
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Îles Pitcairn
- Îles Salomon
- Îles Turks-et-Caïcos
- Îles Vierges américaines
- Îles Vierges britanniques
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Iraq
- Irlande
- Islande
- Israël
- Italie
- Jamaïque
- Japon
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Niue
- Norvège
- Nouvelle-Calédonie
- Nouvelle-Zélande
- Oman
- Ouganda
- Ouzbékistan
- Pakistan
- Palaos
- Palestine
- Panama
- Papouasie - Nouvelle-Guinée
- Paraguay
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- Pologne
- Tchad
- Tchéquie
- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Thaïlande
- Timor-Oriental
- Togo
- Tokélaou
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turkménistan
- Turquie
- Tuvalu
- Ukraine
- Uruguay
- Vanuatu
- Venezuela
- Viêt Nam
- Wallis-et-Futuna

☐ Émirats arabes unis	☐ Jersey	☐ Polynésie française	☐ Yémen
☐ Équateur	☐ Jordanie	☐ Porto Rico	☐ Zambie
☐ Érythrée	☐ Kazakhstan	☐ Portugal	☐ Zimbabwe
☐ Espagne	☐ Kenya	☐ Qatar	

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple «association d'entreprises», «organisation de consommateurs» ou «citoyen(ne) de l'UE»], le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais rendue publique.** Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Les options par défaut en matière de protection de la vie privée sont fonction du type de répondant sélectionné.

* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme

Mode anonyme

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution, seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas rendu public. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution, seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Questions de politique publique

Êtes-vous d'accord avec l'affirmation selon laquelle le financement extérieur de l'UE devrait contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE énumérés ci-après?

	Dans une très large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Transition écologique	☒	☐	☐	☐	☐
Transition numérique	☐	☒	☐	☐	☐
Migration et asile	☐	☐	☒	☐	☐
Paix et sécurité	☐	☒	☐	☐	☐
Droits de l'homme, démocratie et état de droit	☒	☐	☐	☐	☐
Diplomatie publique et lutte contre la désinformation	☒	☐	☐	☐	☐
Préparation à l'adhésion à l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Engagement dans des contextes incertains afin, en particulier, de répondre aux besoins fondamentaux des populations touchées grâce à une approche associant aide humanitaire, développement et paix	☒	☐	☐	☐	☐

Êtes-vous d'accord avec l'affirmation selon laquelle les fonds de l'UE devraient soutenir les objectifs suivants?

	Dans une très large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Soutenir les relations stratégiques avec les partenaires méditerranéens de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Développer davantage les partenariats avec des pays tiers, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre, notamment, de la stratégie «Global Gateway»	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir les intérêts de l'UE, y compris la compétitivité européenne	☐	☒	☐	☐	☐
Fournir une aide humanitaire à l'étranger	☒	☐	☐	☐	☐

Soutenir le renforcement de la sûreté nucléaire, de la radioprotection, de la gestion des déchets radioactifs et des garanties nucléaires avec les pays bénéficiaires situés dans le voisinage de l'UE et au-delà	☐	☐	☐	☐	☒
Autres (veuillez préciser ci-dessous)	☒	☐	☐	☐	☐

Si vous avez défini d'autres priorités, veuillez préciser votre réponse ci-dessous:

200 caractère(s) maximum

Soutenir les coopérations entre autorités locales et régionales de l'UE avec leurs homologues hors UE.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant le financement extérieur de l'UE?

	Dans une très large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
La fusion de plusieurs instruments a apporté des améliorations.	☐	☐	☒	☐	☐
Il convient d'intensifier les travaux menés conjointement par l'UE, ses États membres et les institutions financières européennes dans le cadre d'une approche «Équipe Europe».	☒	☐	☐	☐	☐
L'orientation géographique du financement de l'action extérieure de l'UE est efficace et a une incidence appropriée.	☒	☐	☐	☐	☐
Il importe que l'UE encourage les investissements du secteur privé en vue d'accroître le financement total consacré à l'aide au développement et à l'aide humanitaire et de réaliser les objectifs de développement durable, ainsi que de mettre en place des partenariats mutuellement bénéfiques.	☐	☒	☐	☐	☐
La combinaison de subventions et de prêts, de garanties et de financements mixtes produirait de meilleurs résultats, dans les pays bénéficiaires, que le seul recours à des subventions.	☒	☐	☐	☐	☐
Le financement extérieur de l'UE est suffisamment souple pour répondre aux crises en temps utile et garantir la stabilité aux frontières de l'UE et au-delà.	☐	☒	☐	☐	☐

Les subventions de l'UE apportent un soutien efficace en ce qui concerne les biens publics, la démocratie, les droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'état de droit à l'échelle mondiale.	☐	☒	☐	☐	☐
La mise en place de partenariats stratégiques globaux dans les pays concernés par l'élargissement et des plans de réforme nationaux subordonnant les versements à l'obtention de résultats accroît le poids de l'UE dans les négociations avec ses partenaires.	☒	☐	☐	☐	☐
Il convient de renforcer les synergies entre le financement extérieur de l'UE, son financement intérieur et les financements nationaux dans les régions frontalières extérieures de l'UE.	☒	☐	☐	☐	☐
Le financement de l'UE permet de relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays et territoires d'outre-mer, y compris le Groenland.	☐	☐	☐	☐	☒
Vous estimez être bien informé(e) en ce qui concerne l'action extérieure de l'UE.	☐	☐	☒	☐	☐
L'UE devrait prévenir et combattre plus efficacement la fraude, la corruption et d'autres activités illégales ciblant les fonds de l'UE.	☐	☒	☐	☐	☐

14. Vous pouvez formuler d'autres remarques sur ces sujets ci-dessous.

500 caractère(s) maximum

L'UE ne soutient plus assez spécifiquement les coopérations décentralisées - coopérations entre autorités locales et régions de l'UE et hors UE. Ces coopérations sont en complémentarité avec les partenariats UE /Hors UE pour mettre en oeuvre sur les territoires les objectifs et politiques : décentralisation, développement économique territorial et local (filiales, transitions), transitions écologiques dont agricoles (formations, recherches).

Si vous souhaitez joindre un document utile à l'appui de vos réponses, vous pouvez le faire ici.

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

Contact

SG-MFF-PUBLIC-CONSULTATIONS@ec.europa.eu

Prochain CFP - Financement de l'UE en faveur de l'éducation, de la formation et de la solidarité transfrontières, de la jeunesse, des médias, de la culture et des secteurs de la création, des valeurs et de la société civile

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le cadre financier pluriannuel actuel, c'est-à-dire le budget à long terme de l'UE, s'appliquera jusqu'à la fin de 2027. En 2025, la Commission présentera des propositions de vaste portée en vue de l'établissement du cadre financier pluriannuel pour l'après-2027 et de la prochaine génération de programmes qui bénéficieront d'un financement de l'UE. Ces programmes apportent un soutien financier à un large éventail de bénéficiaires dans l'ensemble de l'UE, y compris des universités, des régions, des villes, des organisations de la société civile, des entreprises, des agriculteurs, des étudiants, des scientifiques, des acteurs culturels et de nombreux autres bénéficiaires.

Dans la droite ligne des orientations politiques de la présidente von der Leyen pour la Commission européenne de 2024 à 2029, la Commission œuvrera à la mise en place d'un budget à long terme plus simple, plus ciblé et plus réactif, qui reflète les priorités stratégiques européennes, ainsi que son ambition d'être une Commission qui investit. Le cadre financier pluriannuel pour la période postérieure à 2027 doit en tenir compte.

Les propositions de la Commission seront conçues de manière à permettre à l'Union d'atteindre les objectifs fixés dans les domaines qui importent le plus, là où elle peut être plus efficace que les États membres agissant isolément. Il faudra à cette fin évaluer attentivement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui peut être amélioré à l'avenir. Le prochain budget à long terme de l'UE tirera les enseignements du budget actuel, notamment sur les plans de la simplicité et de la flexibilité, de la rapidité et de l'orientation stratégique.

Afin de recueillir des éléments probants à l'appui de l'élaboration de ces propositions, la Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées sur la manière de faire en sorte que chaque euro du budget de l'UE soit utilisé le plus efficacement possible. Pour atteindre ces objectifs, la présente consultation couvre le financement dans les domaines thématiques suivants: l'éducation, la formation et la solidarité transfrontières, la jeunesse, les médias, la culture et les secteurs de la création, les valeurs (démocratie, égalité, état de droit, droits fondamentaux) et la société civile. La décision de regrouper les thématiques vise à faciliter les travaux préparatoires mais ne préjuge en rien de l'architecture des futurs programmes.

Le questionnaire se compose de trois parties. La première partie recueille des informations vous concernant, tandis que la deuxième partie contient des questions relatives aux fonds de l'UE dans ce domaine thématique. La troisième partie comprend deux questions finales.

Il vous faudra une dizaine de minutes pour répondre à l'enquête. Vous pouvez enregistrer un brouillon de vos réponses et terminer plus tard. Veuillez limiter la longueur des observations complémentaires dans les zones de texte libre associées à certaines questions. Vous pouvez télécharger un document exposant votre point de vue à la fin de l'enquête.

Informations vous concernant

* Langue de ma contribution:

- allemand
- anglais
- bulgare
- croate
- danois
- espagnol
- estonien
- finnois
- français
- grec
- hongrois
- irlandais
- italien
- letton
- lituanien
- maltais
- néerlandais
- polonais
- portugais
- roumain
- slovaque
- slovène
- suédois
- tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que:

- établissement universitaire/institut de recherche
- association d'entreprises
- société/entreprise

- organisation de défense des consommateurs
- citoyen de l'UE
- organisation de protection de l'environnement
- ressortissant d'un pays tiers
- organisation non gouvernementale (ONG)
- autorité publique
- syndicat
- autre

* Prénom

Alain

* Nom

Rousset

* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

consultationUE@nouvelle-aquitaine.fr

* Portée:

- internationale
- locale
- nationale
- régionale

* Niveau de gouvernance:

- parlement
- autorité
- agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine

* Taille de l'organisation:

- très petite (de 1 à 9 salariés)

- petite (de 10 à 49 salariés)
- moyenne (de 50 à 249 salariés)
- grande (plus de 250 salariés)

Quel domaine principal les activités de votre organisation couvrent-elles?

- Citoyens et participation citoyenne
- Culture et créativité
- Audiovisuel et médias
- Démocratie, droits civiques et élections
- Enseignement
- Formation professionnelle
- Égalité et non-discrimination
- Lutte contre le racisme et la xénophobie, les discours de haine et les crimes de haine, y compris en ligne
- Droits fondamentaux/droits de l'homme (par exemple, droits de l'enfant, droits des femmes, droits des personnes handicapées)
- Lutte contre la violence fondée sur le genre, la violence à l'égard des enfants et la violence à l'égard des groupes vulnérables
- Recherche et innovation
- Justice et état de droit
- Sport
- Volontariat/solidarité
- Jeunesse
- Intelligence artificielle, protection des données
- Autre

Numéro d'inscription au registre de transparence

Vérifiez si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Cette liste ne reflète pas la position officielle des institutions européennes en ce qui concerne le statut juridique ou la politique des entités mentionnées. Elle constitue une harmonisation de listes et de pratiques souvent divergentes.

- Afghanistan
- Afrique du Sud
- Albanie
- Algérie
- Allemagne
- Andorre
- Angola
- Anguilla
- Antarctique
- Antigua-et-Barbuda
- Arabie saoudite
- Argentine
- Arménie
- Aruba
- Australie
- Autriche
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Estonie
- Eswatini
- État de la Cité du Vatican
- États-Unis
- Éthiopie
- Fidji
- Finlande
- France
- Gabon
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Gibraltar
- Grèce
- Grenade
- Groenland
- Guadeloupe
- Guam
- Guatemala
- Guernesey
- Guinée
- Kirghizstan
- Kiribati
- Kosovo
- Koweït
- Laos
- La Réunion
- Lesotho
- Lettonie
- Liban
- Liberia
- Libye
- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg
- Macao
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Malaisie
- Malawi
- Maldives
- Mali
- République démocratique du Congo
- République dominicaine
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Russie
- Rwanda
- Sahara occidental
- Saint-Barthélemy
- Saint-Christophe-et-Niévès
- Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
- Sainte-Lucie
- Saint-Marin
- Saint-Martin
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Samoa américaines
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles

- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Bulgarie
- Burkina
- Burundi
- Cabo Verde
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- Chili
- Chine
- Chypre
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland
- Îles Caïmans
- Îles Cocos
- Îles Cook
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald
- Îles Mariannes du Nord
- Îles Marshall
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie
- Moldavie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat
- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Niue
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan
- Taïwan
- Tanzanie
- Tchad
- Tchéquie
- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Territoires palestiniens

- Clipperton
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Colombie
- Îles Pitcairn
- Comores
- Îles Salomon
- Congo
- Îles Turks-et-Caïcos
- Corée du Nord
- Îles Vierges américaines
- Corée du Sud
- Îles Vierges britanniques
- Costa Rica
- Inde
- Côte d'Ivoire
- Indonésie
- Croatie
- Iran
- Cuba
- Iraq
- Curaçao
- Irlande
- Danemark
- Islande
- Djibouti
- Israël
- Dominique
- Italie
- Égypte
- Jamaïque
- El Salvador
- Japon
- Émirats arabes unis
- Jersey
- Équateur
- Jordanie
- Érythrée
- Kazakhstan
- Espagne
- Kenya
- Norvège
- Nouvelle-Calédonie
- Nouvelle-Zélande
- Oman
- Ouganda
- Ouzbékistan
- Pakistan
- Palaos
- Panama
- Papouasie - Nouvelle-Guinée
- Paraguay
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- Pologne
- Polynésie française
- Porto Rico
- Portugal
- Qatar
- République centrafricaine
- Thaïlande
- Timor-Oriental
- Togo
- Tokélaou
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turkménistan
- Turquie
- Tuvalu
- Ukraine
- Uruguay
- Vanuatu
- Venezuela
- Viêt Nam
- Wallis-et-Futuna
- Yémen
- Zambie
- Zimbabwe

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple «association d'entreprises», «organisation de défense des consommateurs» ou «citoyen(ne) de l'UE»], le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais rendue publique.**

Veillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Les options par défaut en matière de protection de la vie privée sont fonction du type de répondant sélectionné.

* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Mode anonyme

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas rendu public. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Questions thématiques

Dans cette rubrique, la Commission a recensé certaines priorités stratégiques dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la solidarité transfrontières, de la jeunesse, des médias, de la culture, de la création, des valeurs (démocratie, égalité, état de droit, droits fondamentaux) et de la société civile. Cette liste n'est nullement exhaustive. N'hésitez pas à utiliser la zone de texte libre pour fournir des informations complémentaires sur des aspects qui, selon vous, font défaut.

Avez-vous une expérience relative à un ou plusieurs des fonds et programmes suivants?

- Erasmus+
- Corps européen de solidarité
- Europe créative
- Programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs»
- Programme «Justice»

- Fonds social européen plus
- Horizon Europe
- Facilité pour la reprise et la résilience
- Autre (veuillez préciser):

Quelle est l'importance de ces priorités stratégiques pour vous?

	Très importante	Importante	Moyennement importante	Pas du tout importante	Je ne sais pas /Sans objet
Soutenir les études/la formation à l'étranger dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la jeunesse et du sport, et de la mobilité des chercheurs	☒	☐	☐	☐	☐
Renforcer la coopération transfrontière entre les écoles, les universités, les prestataires de formation, les entreprises et les instituts de recherche	☒	☐	☐	☐	☐
Stimuler le développement des compétences de base	☒	☐	☐	☐	☐
Améliorer les aptitudes et les compétences en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM)	☐	☒	☐	☐	☐
Remédier aux pénuries de compétences et mettre en adéquation compétences et besoins du marché du travail	☒	☐	☐	☐	☐
Aider les enseignants à améliorer la qualité et l'innovation dans l'éducation et la formation	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir l'esprit d'entreprise et l'économie créative	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir le perfectionnement et la reconversion professionnels, en particulier les aptitudes et compétences numériques et vertes	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir l'inclusion dans l'éducation et la formation transfrontières	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la reconnaissance des diplômes et des qualifications dans l'ensemble de l'UE et des périodes passées à l'étranger pour favoriser la mobilité à des fins d'éducation et de formation	☒	☐	☐	☐	☐

Soutenir le déploiement à plus grande échelle, au niveau national et au niveau de l'UE, des résultats de la coopération de l'UE dans les domaines des compétences, de l'éducation et de la formation	☐	☐	☐	☐	☒
Renforcer la coopération avec les pays tiers (en particulier les pays candidats) dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse, de la culture et du sport	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir le sport et l'activité physique de masse, ainsi que le sport en tant qu'outil d'inclusion sociale et d'égalité	☒	☐	☐	☐	☐
Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi ou à la formation, en particulier pour ceux qui se trouvent en situation de vulnérabilité	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir le volontariat des jeunes	☒	☐	☐	☐	☐
Renforcer la solidarité intergénérationnelle	☐	☒	☐	☐	☐
Garantir un accès généralisé à la culture et au patrimoine culturel	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la mobilité des artistes et des professionnels de la culture	☐	☒	☐	☐	☐
Promouvoir et préserver le patrimoine culturel et la mémoire européenne	☐	☒	☐	☐	☐
Promouvoir la diversité linguistique et culturelle	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir l'indépendance et le pluralisme des médias, lutter contre la désinformation	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la viabilité et la résilience des secteurs de l'audiovisuel et des médias	☐	☒	☐	☐	☐
Promouvoir l'esprit d'entreprise, l'accès au marché et l'expansion des petites entreprises dans les secteurs de la création	☐	☒	☐	☐	☐
Améliorer l'accès des citoyens à des contenus médiatiques de qualité	☐	☒	☐	☐	☐
Soutenir le cadre réglementaire de l'UE en matière de médias	☐	☒	☐	☐	☐
Donner aux citoyens les moyens d'agir, renforcer l'engagement et la participation démocratiques, y compris chez les jeunes et les enfants	☒	☐	☐	☐	☐

Promouvoir une identité européenne commune	☒	☐	☐	☐	☐
Protéger la démocratie et promouvoir les normes démocratiques	☒	☐	☐	☐	☐
Défendre et promouvoir l'état de droit	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir une intelligence artificielle digne de confiance qui respecte les valeurs de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Construire un espace européen de justice, promouvoir la formation judiciaire, la coopération judiciaire et l'accès à la justice	☐	☐	☐	☐	☒
Promouvoir l'égalité et lutter contre la discrimination (fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle)	☒	☐	☐	☐	☐
Lutter contre le racisme et la xénophobie, la LGBTQI-phobie ou d'autres formes d'intolérance, et lutter contre les discours de haine et les crimes de haine (y compris en ligne)	☒	☐	☐	☐	☐
Lutter contre la violence fondée sur le genre, la violence à l'égard des enfants et d'autres groupes vulnérables	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir l'espace dévolu à la société civile et le renforcement des capacités des organisations de la société civile	☒	☐	☐	☐	☐
Défendre et promouvoir le respect des droits fondamentaux/de l'homme (y compris les droits des enfants, les droits des femmes et les droits des personnes handicapées), y compris en ligne	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la protection efficace des fonds de l'UE contre la fraude, la corruption et d'autres activités illégales	☐	☒	☐	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☐	☐	☐

Dans quelle mesure le financement de l'UE apporterait-il, par rapport au financement au niveau national, local ou régional, une valeur ajoutée dans le cadre de la prise en charge de ces priorités stratégiques?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Soutenir les études/la formation à l'étranger dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la jeunesse et du sport, et de la mobilité des chercheurs	☒	☐	☐	☐	☐
Renforcer la coopération transfrontière entre les écoles, les universités, les prestataires de formation, les entreprises et les instituts de recherche	☒	☐	☐	☐	☐
Stimuler le développement des compétences de base	☒	☐	☐	☐	☐
Améliorer les aptitudes et les compétences en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM)	☐	☒	☐	☐	☐
Remédier aux pénuries de compétences et mettre en adéquation compétences et besoins du marché du travail	☒	☐	☐	☐	☐
Aider les enseignants à améliorer la qualité et l'innovation dans l'éducation et la formation	☐	☐	☒	☐	☐
Soutenir l'esprit d'entreprise et l'économie créative	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir le perfectionnement et la reconversion professionnels, en particulier les aptitudes et compétences numériques et vertes	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir l'inclusion dans l'éducation et la formation transfrontières	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la reconnaissance des diplômes et des qualifications dans l'ensemble de l'UE et des périodes passées à l'étranger pour favoriser la mobilité à des fins d'éducation et de formation	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir le déploiement à plus grande échelle, au niveau national et au niveau de l'UE, des résultats de la coopération de l'UE dans les domaines des compétences, de l'éducation et de la formation	☐	☐	☐	☐	☒
Renforcer la coopération avec les pays tiers (en particulier les pays candidats) dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse, de la culture et du sport	☒	☐	☐	☐	☐

Promouvoir le sport et l'activité physique de masse, ainsi que le sport en tant qu'outil d'inclusion sociale et d'égalité	☒	☐	☐	☐	☐
Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi ou à la formation, en particulier pour ceux qui se trouvent en situation de vulnérabilité	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir le volontariat des jeunes	☒	☐	☐	☐	☐
Renforcer la solidarité intergénérationnelle	☐	☒	☐	☐	☐
Garantir un accès généralisé à la culture et au patrimoine culturel	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la mobilité des artistes et des professionnels de la culture	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir et préserver le patrimoine culturel et la mémoire européenne	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir la diversité linguistique et culturelle	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir l'indépendance et le pluralisme des médias, lutter contre la désinformation	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la viabilité et la résilience des secteurs de l'audiovisuel et des médias	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir l'esprit d'entreprise, l'accès au marché et l'expansion des petites entreprises dans les secteurs de la création	☒	☐	☐	☐	☐
Améliorer l'accès des citoyens à des contenus médiatiques de qualité	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir le cadre réglementaire de l'UE en matière de médias	☒	☐	☐	☐	☐
Donner aux citoyens les moyens d'agir, renforcer l'engagement et la participation démocratiques, y compris chez les jeunes et les enfants	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir une identité européenne commune	☒	☐	☐	☐	☐
Protéger la démocratie et promouvoir les normes démocratiques	☒	☐	☐	☐	☐
Défendre et promouvoir l'état de droit	☒	☐	☐	☐	☐
Promouvoir une intelligence artificielle digne de confiance qui respecte les valeurs de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Construire un espace européen de justice, promouvoir la formation judiciaire, la coopération judiciaire et l'accès à la justice	☐	☐	☐	☐	☒

Promouvoir l'égalité et lutter contre la discrimination (fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle)	☒	☐	☐	☐	☐
Lutter contre le racisme et la xénophobie, la LGBTQI-phobie ou d'autres formes d'intolérance, et lutter contre les discours de haine et les crimes de haine (y compris en ligne)	☒	☐	☐	☐	☐
Lutter contre la violence fondée sur le genre, la violence à l'égard des enfants et d'autres groupes vulnérables	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir l'espace dévolu à la société civile et le renforcement des capacités des organisations de la société civile	☒	☐	☐	☐	☐
Défendre et promouvoir le respect des droits fondamentaux/de l'homme (y compris les droits des enfants, les droits des femmes et les droits des personnes handicapées), y compris en ligne	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir la protection efficace des fonds de l'UE contre la fraude, la corruption et d'autres activités illégales	☐	☒	☐	☐	☐

Dans quelle mesure estimez-vous que les actions suivantes de coopération et de mobilité dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la solidarité auraient une incidence positive à l'avenir?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Mobilité pour les écoles et les apprenants	☒	☐	☐	☐	☐
Mobilité pour les apprenants et le personnel de l'enseignement supérieur	☒	☐	☐	☐	☐
Mobilité pour les apprenants et le personnel de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP)	☒	☐	☐	☐	☐
Mobilité pour les apprenants et le personnel de l'enseignement des adultes	☒	☐	☐	☐	☐
Mobilité dans le sport	☒	☐	☐	☐	☐
Échanges virtuels dans l'enseignement supérieur et le domaine de la jeunesse	☐	☒	☐	☐	☐

Renforcement des capacités dans les domaines de l'enseignement et de la formation professionnels, de la jeunesse, du sport et de l'enseignement supérieur	☒	☐	☐	☐	☐
Formation professionnelle des enseignants	☒	☐	☐	☐	☐
Alliances d'universités européennes	☒	☐	☐	☐	☐
Centres d'excellence professionnelle	☒	☐	☐	☐	☐
Mobilité dans le domaine de l'enseignement supérieur	☒	☐	☐	☐	☐
Possibilités d'apprentissage des langues	☒	☐	☐	☐	☐
Partenariats de coopération dans le domaine de l'enseignement et de la formation	☒	☐	☐	☐	☐
Masters communs	☒	☐	☐	☐	☐
Diplôme européen	☒	☐	☐	☐	☐
Diplôme européen pour l'enseignement et la formation professionnels	☒	☐	☐	☐	☐
Académies des compétences	☒	☐	☐	☐	☐
Soutien à l'adoption des programmes d'études élaborés par les académies des compétences	☒	☐	☐	☐	☐
Carte d'étudiant européenne	☒	☐	☐	☐	☐
Numérisation des diplômes et des certificats de formation	☒	☐	☐	☐	☐
Activités de volontariat et projets de solidarité	☒	☐	☐	☐	☐

Dans quelle mesure estimez-vous que les actions de l'UE suivantes dans les domaines de la culture, de la création et des médias auraient une incidence positive à l'avenir?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Projets de coopération européenne associant des organisations des secteurs de la culture et de la création de différents pays	☒	☐	☐	☐	☐
Plateformes européennes de promotion des artistes émergents	☐	☒	☐	☐	☐
Réseaux paneuropéens d'organisations des secteurs de la culture et de la création	☒	☐	☐	☐	☐

Diffusion des œuvres littéraires européennes	☒	☐	☐	☐	☐
Mobilité des artistes et des professionnels	☒	☐	☐	☐	☐
Entités culturelles paneuropéennes telles que les orchestres/autres formes de coopération à grande portée géographique	☒	☐	☐	☐	☐
Collaboration transfrontière dans le domaine de la création, du développement et de la production de contenus médiatiques	☒	☐	☐	☐	☐
Coopération transfrontière et soutien aux entreprises dans les secteurs de la culture et de la création	☒	☐	☐	☐	☐
Outils médiatiques et modèles d'entreprise innovants, et développement des talents	☒	☐	☐	☐	☐
Distribution, promotion et diffusion des contenus de l'Union à l'échelle européenne, et élargissement du public	☒	☐	☐	☐	☐
Soutien à l'indépendance des médias et aux secteurs des médias d'information	☒	☐	☐	☐	☐
Soutien à l'éducation aux médias	☒	☐	☐	☐	☐
Soutien au débat public, à l'accès des citoyens à des contenus de qualité et aux actions de lutte contre la désinformation	☒	☐	☐	☐	☐

Dans quelle mesure estimez-vous que les actions suivantes visant à promouvoir les valeurs (démocratie, égalité, état de droit, droits fondamentaux) et la société civile auraient une incidence positive à l'avenir?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Dans une faible mesure	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Activités de renforcement des capacités et de formation/formation des formateurs	☒	☐	☐	☐	☐
Activités de diffusion et de sensibilisation	☒	☐	☐	☐	☐
Soutien à l'apprentissage mutuel transfrontière, à l'échange de bonnes pratiques et à la coopération, et à la constitution de coalitions	☒	☐	☐	☐	☐
Activités d'analyse telles que l'enregistrement de données, la collecte de données, l'analyse de données, les études, les enquêtes	☐	☒	☐	☐	☐

Conception, élaboration et mise en œuvre de lignes directrices, de stratégies, de manuels, de boîtes à outils, de méthodes de travail, etc. pour l'application pratique des politiques de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Soutien à la création et au développement de réseaux et d'organisations au niveau de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Soutien aux organisations locales/de proximité de la société civile qui protègent les droits et promeuvent les valeurs de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Possibilités d'apprentissage mutuel transfrontière dans le domaine de la justice	☐	☐	☐	☐	☒

Dans quelle mesure considérez-vous les éléments suivants comme des obstacles empêchant le budget de l'UE d'atteindre pleinement ses objectifs dans ces domaines d'action?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Dans une faible mesure	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Un trop grand nombre de programmes dont les objectifs se chevauchent	☐	☐	☒	☐	☐
Des règles spécifiques aux fonds, différentes et souvent complexes, en matière d'accès au financement et de conformité	☒	☐	☐	☐	☐
Contraintes administratives pesant sur les bénéficiaires	☒	☐	☐	☐	☐
Capacité limitée d'atteindre des groupes cibles concernés/différents/plus diversifiés	☐	☐	☒	☐	☐
Manque de flexibilité pour s'adapter aux évolutions nouvelles et imprévues	☐	☐	☒	☐	☐
Manque de cohérence et d'efficacité dans la mise en œuvre des priorités stratégiques de l'UE	☐	☐	☐	☒	☐
Alignement insuffisant sur les politiques nationales	☐	☐	☐	☒	☐
Attention insuffisante accordée aux projets présentant la plus forte valeur ajoutée européenne	☐	☐	☒	☐	☐
Fraude, corruption et autres activités illégales ciblant les fonds de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☐	☐	☐

Dans quelle mesure estimez-vous que les options suivantes peuvent contribuer à rendre le budget de l'UE plus efficace et plus efficient?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Dans une faible mesure	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Appliquer des règles, des calendriers et des critères d'éligibilité communs à tous les fonds pertinents de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Réduire le nombre de programmes de financement de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Introduire plus de flexibilité dans l'affectation des ressources afin de réagir aux crises et aux besoins émergents	☐	☐	☒	☐	☐
Simplifier l'accès au financement pour les bénéficiaires	☒	☐	☐	☐	☐
Donner la priorité aux projets à forte valeur ajoutée européenne, tels que les projets multinationaux et les projets qui contribuent aux priorités stratégiques de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Mettre davantage l'accent sur l'obtention des résultats, notamment au moyen du financement basé sur les performances (tel que le financement non lié aux coûts)	☒	☐	☐	☐	☐
Recourir à des financements pour encourager les réformes et les investissements	☐	☐	☒	☐	☐
Prévenir et combattre plus efficacement la fraude, la corruption et d'autres activités illégales ciblant les fonds de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☐	☐	☐

Rubrique finale

Une synthèse des résultats de la présente consultation sera publiée sur la page internet de la consultation juste après la clôture de cette dernière.

Si vous souhaitez ajouter d'autres informations entrant dans le cadre du présent questionnaire, vous pouvez le faire ici.

500 caractère(s) maximum

La stratégie régionale des dispositifs régionaux pour la formation et l'emploi (2024-2028) intègre l'intervention du FSE+. Début 2025, la Région NA est la 2ème de France en volume d'entrées en formation. Dans un contexte évolutif et instable, la politique de cohésion notamment en faveur du capital humain amplifie l'action de la Région pour relever le défi du développement des compétences des citoyens au plus près des besoins des territoires, des entreprises et des secteurs stratégiques.

Si vous souhaitez joindre un document utile à l'appui de vos réponses, vous pouvez le faire ici.

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

Contact

SG-MFF-PUBLIC-CONSULTATIONS@ec.europa.eu

Consultation publique — Financement de l'UE en faveur de la protection civile, de la préparation et de la réaction aux crises

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le cadre financier pluriannuel (CFP) actuel, en vigueur jusqu'à la fin de 2027, est le budget à long terme de l'Union européenne (UE). En 2025, la Commission présentera des propositions de vaste portée en vue de l'établissement du budget à long terme pour l'après-2027 et pour la prochaine génération de programmes de financement. Ces programmes apporteront un soutien financier à des centaines de milliers de bénéficiaires, notamment des régions, des villes, des organisations non gouvernementales, des entreprises, des agriculteurs, des étudiants et des scientifiques.

Dans la droite ligne des [orientations politiques](#) de la présidente von der Leyen pour la Commission européenne de 2024 à 2029, la Commission œuvrera à la mise en place d'un budget à long terme plus simple, plus ciblé et plus réactif, qui reflète les priorités stratégiques européennes, avec comme ambition celle d'être une Commission qui investit. Le budget à long terme pour la période postérieure à 2027 doit en être l'illustration.

Le prochain budget à long terme devrait être axé sur les domaines qui importent le plus, là où la contribution de l'UE sera plus efficace que l'intervention isolée de chaque État membre. Il faudra à cette fin évaluer attentivement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui peut être amélioré à l'avenir. Le prochain budget de l'UE sera établi en tirant les enseignements du budget actuel, notamment sur les plans de la simplicité, de la flexibilité, de la rapidité, de l'orientation stratégique et des résultats.

Dans ce contexte, la Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées sur la manière de faire en sorte que chaque euro du budget de l'UE soit utilisé le plus efficacement possible.

Pour atteindre ces objectifs, la présente consultation publique vise à recueillir l'avis du public sur le financement lié à la protection civile, à la préparation et à la réaction aux crises (pour les besoins de la présente consultation, la notion de crise s'entend au sens large, comme incluant tous les types de crises et les phases de gestion de crise, d'anticipation, d'évaluation, de prévention, de préparation, de réaction et de redressement). La décision de regrouper les thématiques vise à faciliter les travaux préparatoires et ne préjuge en rien de l'architecture des futurs programmes.

Tout au long de son histoire, l'UE a dû faire face à des défis divers et variés, et tire en permanence les enseignements de ces expériences pour gérer les risques et les menaces ainsi que pour améliorer sa capacité à se préparer aux crises futures et à gérer celles-ci. Ces dernières années ont été marquées par des crises allant de conflits et de catastrophes provoquées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement, à des crises sanitaires et à des menaces pour la sécurité; ces épreuves ont montré à quel point nos sociétés sont devenues vulnérables et interdépendantes.

Les causes et les conséquences des crises sont de plus en plus liées les unes aux autres. Il en a résulté un écheveau dynamique et complexe de risques et de menaces, aux effets en cascade et cumulatifs, qui s'étendent souvent au-delà des frontières terrestres et maritimes nationales. Leurs incidences politiques, sociales et économiques se font sentir dans tous les secteurs des sociétés européennes.

Pour relever ces défis, l'UE a mis en place des mécanismes de collaboration visant à prévenir les crises, s'y préparer, les gérer et se redresser ensuite. Ces efforts sont indispensables pour protéger la population, les services essentiels, ainsi que les ressources et les actifs économiques dans l'UE. Toutefois, vu que cet écheveau de risques est en évolution constante, l'UE devra encore mieux se préparer pour faire face aux crises (rapport Niinistö sur le renforcement de l'état de préparation civile et militaire de l'Europe).

Informations vous concernant

* Langue de ma contribution:

- allemand
- anglais
- bulgare
- croate
- danois
- espagnol
- estonien
- finnois
- français
- grec
- hongrois
- irlandais
- italien
- letton
- lituanien
- maltais
- néerlandais
- polonais
- portugais
- roumain
- slovaque
- slovène
- suédois
- tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que:

- établissement universitaire/institut de recherche
- association d'entreprises
- société/entreprise
- organisation de consommateurs
- citoyen(ne) de l'UE
- organisation de protection de l'environnement
- ressortissant(e) d'un pays non membre de l'UE
- organisation non gouvernementale (ONG)
- autorité publique
- syndicat
- autre

* Prénom

Alain

* Nom

Rousset

* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

consultationUE@nouvelle-aquitaine.fr

* Portée

- Internationale
- Locale
- Nationale
- Régionale

* Niveau de gouvernance

- Parlement
- Autorité
- Agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine

* Taille de l'organisation

- Micro (de 1 à 9 salariés)
- Petite (de 10 à 49 salariés)
- Moyenne (de 50 à 249 salariés)
- Grande (250 salariés ou plus)

Numéro d'inscription au registre de transparence

Vérifiez si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Cette liste ne reflète pas la position officielle des institutions européennes en ce qui concerne le statut juridique ou la politique des entités mentionnées. Elle constitue une harmonisation de listes et de pratiques souvent divergentes.

☐ Afghanistan	☐ Estonie	☐ Kirghizstan	☐ République démocratique du Congo
☐ Afrique du Sud	☐ Eswatini	☐ Kiribati	☐ République dominicaine
☐ Albanie	☐ État de la Cité du Vatican	☐ Kosovo	☐ Roumanie
☐ Algérie	☐ États-Unis	☐ Koweït	☐ Royaume-Uni
☐ Allemagne	☐ Éthiopie	☐ Laos	☐ Russie
☐ Andorre	☐ Fidji	☐ La Réunion	☐ Rwanda
☐ Angola	☐ Finlande	☐ Lesotho	☐ Sahara occidental
☐ Anguilla	☒ France	☐ Lettonie	☐ Saint-Barthélemy
☐ Antarctique	☐ Gabon	☐ Liban	☐ Saint-Christophe-et-Niévès
☐ Antigua-et-Barbuda	☐ Gambie	☐ Liberia	☐ Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
☐ Arabie saoudite	☐ Géorgie	☐ Libye	☐ Sainte-Lucie

- Argentine
- Arménie
- Aruba

- Australie

- Autriche

- Azerbaïdjan

- Bahamas

- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize

- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Bulgarie

- Burkina
- Burundi

-

- Ghana
- Gibraltar
- Grèce

- Grenade

- Groenland

- Guadeloupe

- Guam

- Guatemala
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie

- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland

- Îles Caïmans
- Îles Cocos

-

- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg

- Macao

- Macédoine du Nord
- Madagascar

- Malaisie

- Malawi
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc

- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie

- Moldavie

- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat

- Mozambique
- Myanmar / Birmanie

-

- Saint-Marin
- Saint-Martin
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Samoa américaines
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour

- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud

- Sri Lanka

- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan

-

☐ Cabo Verde	☐ Îles Cook	☐ Namibie	☐ Taïwan
☐ Cambodge	☐ Îles Falkland	☐ Nauru	☐ Tanzanie
☐ Cameroun	☐ Îles Féroé	☐ Népal	☐ Tchad
☐ Canada	☐ Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud	☐ Nicaragua	☐ Tchéquie
☐ Chili	☐ Îles Heard et McDonald	☐ Niger	☐ Terres australes et antarctiques françaises
☐ Chine	☐ Îles Mariannes du Nord	☐ Nigeria	☐ Territoire britannique de l'océan Indien
☐ Chypre	☐ Îles Marshall	☐ Niue	☐ Territoires palestiniens
☐ Clipperton	☐ Îles mineures éloignées des États-Unis	☐ Norvège	☐ Thaïlande
☐ Colombie	☐ Îles Pitcairn	☐ Nouvelle-Calédonie	☐ Timor-Oriental
☐ Comores	☐ Îles Salomon	☐ Nouvelle-Zélande	☐ Togo
☐ Congo	☐ Îles Turks-et-Caïcos	☐ Oman	☐ Tokélaou
☐ Corée du Nord	☐ Îles Vierges américaines	☐ Ouganda	☐ Tonga
☐ Corée du Sud	☐ Îles Vierges britanniques	☐ Ouzbékistan	☐ Trinité-et-Tobago
☐ Costa Rica	☐ Inde	☐ Pakistan	☐ Tunisie
☐ Côte d'Ivoire	☐ Indonésie	☐ Palaos	☐ Turkménistan
☐ Croatie	☐ Iran	☐ Panama	☐ Turquie
☐ Cuba	☐ Iraq	☐ Papouasie - Nouvelle-Guinée	☐ Tuvalu
☐ Curaçao	☐ Irlande	☐ Paraguay	☐ Ukraine
☐ Danemark	☐ Islande	☐ Pays-Bas	☐ Uruguay
☐ Djibouti	☐ Israël	☐ Pérou	☐ Vanuatu
☐ Dominique	☐ Italie	☐ Philippines	☐ Venezuela
☐	☐	☐	☐

☐ Égypte	☐ Jamaïque	☐ Pologne	☐ Viêt Nam
☐ El Salvador	☐ Japon	☐ Polynésie française	☐ Wallis-et-Futuna
☐ Émirats arabes unis	☐ Jersey	☐ Porto Rico	☐ Yémen
☐ Équateur	☐ Jordanie	☐ Portugal	☐ Zambie
☐ Érythrée	☐ Kazakhstan	☐ Qatar	☐ Zimbabwe
☐ Espagne	☐ Kenya	☐ République centrafricaine	

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple «association d'entreprises», «organisation de consommateurs» ou «citoyen(ne) de l'UE»], le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais rendue publique.** Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Les options par défaut en matière de protection de la vie privée sont fonction du type de répondant sélectionné.

* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Mode anonyme

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas rendu public. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Panorama global des risques et des menaces

Quels risques et menaces considérez-vous comme étant les plus menaçants pour votre vie personnelle et/ou votre situation économique (ou pour les performances et les objectifs de votre organisation)? Veuillez choisir trois réponses.

Maximum 3 sélection(s)

- Conflit armé
- Cyberattaques et menaces hybrides
- Catastrophes causées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement (inondations, canicules, sécheresses, incendies de forêt, ouragans, tempêtes de neige, etc.)
- Désinformation
- Perturbation de services essentiels
- Perturbation de chaînes d'approvisionnement critiques
- Instabilité économique et commerciale
- Urgences sanitaires (par exemple épidémies et pandémies)
- Menaces pour la sûreté maritime et catastrophes maritimes
- Pression migratoire et pression aux frontières de l'UE
- Utilisations abusives de matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires
- Menaces d'origine naturelle ou humaine dans l'espace
- Catastrophes naturelles non liées au climat (tremblements de terre, tsunamis, glissements de terrain, éruptions volcaniques, par exemple)
- Pénurie de travailleurs
- Menaces pour la biodiversité et la santé animale/végétale
- Violence et troubles sociaux
- Autres

Selon vous, quels risques provenant de l'extérieur de l'UE sont les plus susceptibles d'avoir des répercussions sur l'UE? Veuillez choisir trois réponses.

Maximum 3 sélection(s)

- Cybermenaces résultant de la faiblesse des normes en matière de cybersécurité dans les pays non membres de l'UE avec lesquels l'UE travaille
- Perturbation de services essentiels (par exemple câbles sous-marins pour l'énergie ou les données)
- Perturbation de chaînes d'approvisionnement mondiales due à des causes d'origine naturelle ou humaine

- Épidémies de maladies infectieuses
- Migration irrégulière
- Conflits locaux ou instabilité politique dans les régions voisines
- Terrorisme et criminalité organisée transfrontière, comme le trafic de drogue
- Autres

À quels domaines d'action l'UE devrait-elle accorder la priorité lorsqu'elle collabore avec des pays non membres de l'UE pour renforcer leur résilience face aux crises qui peuvent également avoir une incidence sur l'UE (ce que l'on appelle la «résilience mutuelle»)? Veuillez choisir trois réponses.

Maximum 3 sélection(s)

- Assistance en vue d'une réaction coordonnée aux crises, y compris sur terre et en mer
- Alerte précoce en cas de conflit, prévention des conflits, stabilisation et consolidation de la paix
- Mesures coordonnées face aux effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement
- Cybersécurité et protection des services essentiels
- Sécurité économique et protection des chaînes d'approvisionnement mondiales
- Systèmes de santé: renforcement et soutien des mesures prises en cas d'urgences sanitaires (par exemple les épidémies de maladies infectieuses)
- Utilisation d'applications et de services spatiaux pour la gestion des crises (y compris la prévention, les alertes publiques, la préparation et les efforts de redressement)
- Renforcement des contrôles aux frontières des pays non membres de l'UE
- Autres

Activités de l'UE en matière de protection civile, de préparation et de réaction aux crises

Selon vous, quelle est l'importance des objectifs ci-dessous?

	Très important	Important	Moyennement important	Pas du tout important	Je ne sais pas / sans objet

Soutenir l'alerte précoce en cas de conflit, la prévention des conflits et la consolidation de la paix au-delà des frontières de l'UE afin que l'UE puisse agir de manière solidaire dans son voisinage et au-delà	☐	☐	☒	☐	☐
Soutenir la préparation et faire en sorte que l'UE puisse réagir à des événements imprévus afin d'agir en solidarité avec ses citoyens et au-delà	☒	☐	☐	☐	☐
Veiller à ce que tous les secteurs de l'action publique et tous les niveaux de gouvernement (local, régional, national et européen) collaborent harmonieusement pour prévenir les crises, s'y préparer et y réagir	☒	☐	☐	☐	☐
Associer toutes les composantes de la société (grand public, organisations de la société civile, secteur privé, etc.) aux efforts de préparation et de gestion des crises	☐	☒	☐	☐	☐
Mettre l'accent sur les régions de l'UE les plus exposées et les plus vulnérables	☐	☒	☐	☐	☐
Tenir compte de tous les types de dangers en appréhendant les menaces et les risques selon une approche proactive, anticipative et fondée sur des données probantes	☐	☒	☐	☐	☐

En ce qui concerne les domaines/risques/menaces ci-après, dans quelle mesure des investissements de l'UE apporteraient-ils plus de valeur ajoutée que des investissements consentis individuellement par les États membres?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Conflit armé	☒	☐	☐	☐	☐
Cybermenaces et menaces hybrides	☒	☐	☐	☐	☐
Catastrophes causées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement (inondations,					

canicules, sécheresses, incendies de forêt, ouragans, tempêtes de neige, etc.)	☒	☐	☐	☐	☐
Perturbations de services essentiels, y compris les systèmes spatiaux	☒	☐	☐	☐	☐
Perturbations de chaînes d'approvisionnement, y compris les chaînes d'approvisionnement en matières critiques	☒	☐	☐	☐	☐
Instabilité économique et commerciale	☒	☐	☐	☐	☐
Urgences sanitaires (par exemple épidémies et pandémies)	☒	☐	☐	☐	☐
Menaces pour la sûreté maritime	☒	☐	☐	☐	☐
Pression migratoire et pression aux frontières extérieures de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Utilisation abusive de substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires	☒	☐	☐	☐	☐
Menaces d'origine naturelle ou humaine dans l'espace	☐	☐	☐	☐	☒
Catastrophes naturelles non liées au climat (tremblements de terre, tsunamis, glissements de terrain, éruptions volcaniques, par exemple)	☒	☐	☐	☐	☐
Menaces pour la biodiversité et la santé animale /végétale	☒	☐	☐	☐	☐
Violence et troubles sociaux	☐	☒	☐	☐	☐
Autres	☐	☐	☐	☐	☐

Parmi les éléments suivants, dans quels domaines des réserves/stocks stratégiques au niveau de l'UE et au niveau national apporterait-ils la plus grande valeur ajoutée? Veuillez choisir trois réponses.

Maximum 3 sélection(s)

- Équipements de protection civile
- Contre-mesures face aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires
- Matières premières critiques
- Énergie et équipements énergétiques
- Denrées alimentaires et eau potable
- Produits industriels, composants des technologies de l'information et de la communication (TIC)
- Matériel médical, vaccins, systèmes de diagnostic et médicaments
- Abris

Autres

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'idée que le budget de l'UE devrait soutenir les objectifs suivants?

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ni d'accord ni pas d'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Je ne sais pas / sans opinion
Aider les citoyens et les entreprises touchés par les crises dans l'UE	☐	☒	☐	☐	☐	☐
Aider les citoyens et les entreprises touchés par les crises hors de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐	☐
Préparation aux crises dans l'UE	☐	☒	☐	☐	☐	☐
Préparation aux crises en dehors de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐	☐
Réduire autant que possible les risques et les menaces et prévenir les crises dans l'UE	☐	☒	☐	☐	☐	☐
Réduire autant que possible les risques et les menaces et prévenir les crises en dehors de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐	☐
Soutenir les efforts de relance déployés par les États membres après une crise majeure	☐	☒	☐	☐	☐	☐
Communiquer et partager des informations sur les activités de protection civile (réseau de connaissances du MPCU)	☒	☐	☐	☐	☐	☐
Soutenir les initiatives de préparation menées par les communautés et les citoyens dans les États membres	☐	☐	☒	☐	☐	☐

Si vous souhaitez répondre à des questions nécessitant une certaine connaissance du domaine de la protection civile, de la préparation et de la réaction aux crises dans l'UE, veuillez répondre aux questions suivantes:

Pensez-vous que la coopération civilo-militaire (préparation et réaction face aux crises) est bénéfique et devrait être intensifiée au niveau de l'UE?

Maximum 1 sélection(s)

- Dans une large mesure
- Dans une certaine mesure

- Très peu
- Pas du tout
- Je ne sais pas / sans objet

Dans quels domaines de la protection civile, de la préparation et de la réaction aux crises devrait-on intensifier la coordination civilo-militaire au niveau de l'UE?

Veillez choisir trois réponses.

Maximum 3 sélection(s)

- Anticipation des risques et élaboration de scénarios
- Incidents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires
- Systèmes de santé
- Sûreté maritime
- Préparation aux menaces pesant sur les infrastructures et les capacités spatiales de l'UE et des États membres, et détection de celles-ci
- Préparation et réaction aux catastrophes liées au changement climatique et aux catastrophes naturelles
- Acquisitions publiques, production et constitution de stocks de marchandises
- Recherche et innovation
- Renforcement de la résilience des services essentiels
- Formation et exercices
- Transport et soutien logistique
- Protection contre la fraude financière
- Autres
- Je ne sais pas / sans opinion

Dans quelle mesure pensez-vous que le secteur privé peut contribuer aux activités de l'UE en matière de protection civile, de préparation et de réaction aux crises?

Maximum 1 sélection(s)

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord ni pas d'accord
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas / sans opinion

Selon vous, dans quels domaines la coopération avec le secteur privé est-elle nécessaire au succès de l'action de l'UE en matière de protection civile, de préparation et de réaction aux crises? Choisissez toutes les réponses possibles.

- Agriculture et production, transformation et distribution de denrées alimentaires
- Secteur bancaire
- Infrastructures numériques
- Eau potable
- Énergie
- Marchés financiers
- Santé
- Industrie
- Assurances
- Espace extra-atmosphérique
- Administration publique
- Recherche et innovation
- Sécurité des chaînes d'approvisionnement, y compris des chaînes d'approvisionnement critiques, et disponibilité des biens et services nécessaires en cas de crise
- Transports
- Eaux usées
- Autres

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante: «L'action de l'UE en matière de protection civile, de préparation et de réaction aux crises a suffisamment recours aux systèmes de prospective stratégique, d'anticipation et d'alerte précoce.»

Maximum 1 sélection(s)

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord ni pas d'accord
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas / sans opinion

Quelles améliorations pourraient renforcer les systèmes d'anticipation des risques, de prévision et d'alerte précoce de l'UE? Choisissez toutes les réponses possibles.

Amélioration de l'accessibilité et de l'utilisation des données spatiales de l'UE (y compris sur l'observation de la Terre)

- Meilleure coordination entre les gouvernements nationaux et les institutions de l'UE
- Amélioration du partage d'informations, y compris entre autorités civiles et militaires et dans le domaine maritime
- Évaluation des risques à l'échelle de l'UE afin de compléter les évaluations nationales des risques
- Mobilisation accrue des citoyens
- Davantage de recherche scientifique
- Amélioration des services et des applications de gestion des catastrophes
- Renforcement de la coopération avec le secteur privé
- Autres

Selon vous, dans quelle mesure les besoins des populations vulnérables sont-ils actuellement satisfaits par les politiques de l'UE en matière de préparation aux crises (par exemple les jeunes, les personnes âgées, les handicapés, les personnes issues de communautés à faibles revenus, les migrants et les réfugiés)?

Maximum 1 sélection(s)

- Dans une large mesure
- Dans une certaine mesure
- Très peu
- Pas du tout
- Je ne sais pas / sans objet

Avez-vous des commentaires à formuler ou un retour d'information à communiquer sur l'action de l'UE en matière de protection civile, de préparation et de réaction aux crises?

Si vous souhaitez fournir des informations ou avis complémentaires, vous pouvez télécharger un ou plusieurs fichiers ici.

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

Consultation publique sur le prochain CFP: Financement de l'UE en faveur du marché unique et de la coopération entre les autorités nationales

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le cadre financier pluriannuel actuel, c'est-à-dire le budget à long terme de l'UE, s'appliquera jusqu'à la fin de 2027. En 2025, la Commission présentera des propositions détaillées pour le cadre financier pluriannuel applicable à l'après-2027 et à la prochaine génération de programmes financiers qui bénéficieront d'un financement de l'UE. Ces programmes/fonds apporteront un soutien financier à des centaines de milliers de bénéficiaires, tels que des autorités publiques, des organisations non gouvernementales, des entreprises, des agriculteurs, des étudiants, des scientifiques et bien d'autres encore.

Dans la droite ligne des [orientations politiques](#) de la présidente von der Leyen pour la Commission européenne 2024-2029, la Commission œuvrera à la mise en place d'un budget à long terme plus simple, plus ciblé et plus réactif, qui reflète les priorités stratégiques européennes ainsi que son ambition d'être une Commission qui investit. Cette approche vise à aligner le budget/les financements sur les objectifs, les priorités et les politiques stratégiques. Le cadre financier pluriannuel pour la période postérieure à 2027 doit en tenir compte.

Les propositions de la Commission seront conçues de manière à permettre à l'Union de mener à bien les politiques qui importent le plus, là où elle peut être plus efficace que les États membres agissant isolément. Il faudra à cette fin évaluer attentivement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui peut être amélioré à l'avenir. Le prochain budget de l'UE tirera les enseignements du budget actuel, notamment sur les plans de la simplicité et de la flexibilité, de la rapidité et de l'orientation stratégique.

Dans ce contexte, la Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées sur la manière de faire en sorte que chaque euro du budget de l'UE soit utilisé le plus efficacement possible. Pour atteindre les objectifs susmentionnés, la présente consultation couvre plusieurs domaines d'action, y compris le marché unique (réseaux, outils numériques et interopérabilité, compétences, surveillance du marché, petites et moyennes entreprises (PME) et compétitivité, normes, protection des consommateurs, mise en œuvre effective de la politique de concurrence de l'UE et sécurité alimentaire), les statistiques européennes, les douanes (protection du marché unique, surveillance du commerce international de l'UE, contrôles douaniers et perception des droits de douane), la fiscalité (impôts indirects et fiscalité directe) ainsi que la lutte contre la fraude (lutte contre la fraude, la corruption et d'autres activités illégales). Il a été décidé de regrouper les thématiques pour faciliter les travaux préparatoires, mais cela ne préjuge en rien de l'architecture des programmes futurs.

De nombreux défis nécessitent une réponse coordonnée et des services correspondants au niveau de l'UE pour améliorer le fonctionnement du marché unique, notamment en renforçant la coopération entre les autorités nationales. Ces domaines d'action visent à améliorer la compétitivité dans l'ensemble de l'UE afin d'assurer une prospérité durable.

Le questionnaire se compose de trois parties. La première partie recueille des informations sur le répondant, tandis que la deuxième partie contient des questions relatives aux fonds de l'UE destinés à soutenir le marché unique et la coopération entre les autorités nationales. La troisième partie comprend deux questions finales. Il vous faudra environ neuf minutes pour répondre à l'enquête. Vous pouvez enregistrer un brouillon de vos réponses et terminer plus tard. Veuillez limiter la longueur de vos observations complémentaires dans les zones de texte libre associées à certaines questions. Vous pourrez télécharger un document indiquant votre point de vue à la fin de l'enquête.

Partie 1

Informations vous concernant

* Langue de ma contribution:

- allemand
-

- anglais
- bulgare
- croate
- danois
- espagnol
- estonien
- finnois
- français
- grec
- hongrois
- irlandais
- italien
- letton
- lituanien
- maltais
- néerlandais
- polonais
- portugais
- roumain
- slovaque
- slovène
- suédois
- tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que:

- établissement universitaire/institut de recherche
- association d'entreprises
- société/entreprise
- organisation de défense des consommateurs
- citoyen(ne) de l'UE
- organisation de protection de l'environnement
- ressortissant(e) d'un pays tiers
- organisation non gouvernementale (ONG)
- autorité publique
- syndicat

autre

* Prénom

Alain

* Nom

Rousset

* Adresse électronique (elle ne sera pas rendue publique)

consultationUE@nouvelle-aquitaine.fr

* Portée de vos activités

- internationale
- locale
- nationale
- régionale

* Niveau de gouvernance

- parlement
- autorité
- agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine

* Taille de l'organisation

- microentreprise (de 1 à 9 salariés)
- petite entreprise (de 10 à 49 salariés)
- moyenne entreprise (de 50 à 249 salariés)
- grande entreprise (250 salariés ou plus)

Numéro d'inscription au registre de transparence:

Vérifiez si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Cette liste ne reflète pas la position officielle des institutions européennes en ce qui concerne le statut juridique ou la politique des entités mentionnées. Elle constitue une harmonisation de listes et de pratiques souvent divergentes.

☐ Afghanistan	☐ Estonie	☐ Kirghizstan	☐ République centrafricaine
☐ Afrique du Sud	☐ Eswatini	☐ Kiribati	☐ République démocratique du Congo
☐ Albanie	☐ État de la Cité du Vatican	☐ Kosovo	☐ République dominicaine
☐ Algérie	☐ États-Unis	☐ Koweït	☐ Roumanie
☐ Allemagne	☐ Éthiopie	☐ Laos	☐ Royaume-Uni
☐ Andorre	☐ Fidji	☐ La Réunion	☐ Russie
☐ Angola	☐ Finlande	☐ Lesotho	☐ Rwanda
☐ Anguilla	☒ France	☐ Lettonie	☐ Sahara occidental
☐ Antarctique	☐ Gabon	☐ Liban	☐ Saint-Barthélemy
☐ Antigua-et-Barbuda	☐ Gambie	☐ Liberia	☐ Saint-Christophe-et-Niévès
☐ Arabie saoudite	☐ Géorgie	☐ Libye	☐ Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
☐ Argentine	☐ Ghana	☐ Liechtenstein	☐ Sainte-Lucie
☐ Arménie	☐ Gibraltar	☐ Lituanie	☐ Saint-Marin
☐ Aruba	☐ Grèce	☐ Luxembourg	☐ Saint-Martin
☐ Australie	☐ Grenade	☐ Macao	☐ Saint-Pierre-et-Miquelon
☐ Autriche	☐ Groenland	☐ Macédoine du Nord	☐ Saint-Vincent-et-les-Grenadines
☐ Azerbaïdjan	☐ Guadeloupe	☐ Madagascar	☐ Samoa
☐ Bahamas	☐ Guam	☐ Malaisie	☐ Samoa américaines
☐ Bahreïn	☐ Guatemala	☐ Malawi	☐

- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Bulgarie
- Burkina
- Burundi
- Cabo Verde
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- Chili
- Chine
-
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland
- Îles Caïmans
- Îles Cocos
- Îles Cook
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald
- Îles Mariannes du Nord
-
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie
- Moldavie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat
- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
-
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan
- Taïwan
- Tanzanie
- Tchad
- Tchèque
- Terres australes et antarctiques françaises
-

Chypre	Îles Marshall	Niue	Territoire britannique de l' océan Indien
☐ Clipperton	☐ Îles mineures éloignées des États-Unis	☐ Norvège	☐ Thaïlande
☐ Colombie	☐ Îles Pitcairn	☐ Nouvelle- Calédonie	☐ Timor-Oriental
☐ Comores	☐ Îles Salomon	☐ Nouvelle-Zélande	☐ Togo
☐ Congo	☐ Îles Turks-et- Caïcos	☐ Oman	☐ Tokélaou
☐ Corée du Nord	☐ Îles Vierges américaines	☐ Ouganda	☐ Tonga
☐ Corée du Sud	☐ Îles Vierges britanniques	☐ Ouzbékistan	☐ Trinité-et-Tobago
☐ Costa Rica	☐ Inde	☐ Pakistan	☐ Tunisie
☐ Côte d'Ivoire	☐ Indonésie	☐ Palaos	☐ Turkménistan
☐ Croatie	☐ Iran	☐ Palestine	☐ Turquie
☐ Cuba	☐ Iraq	☐ Panama	☐ Tuvalu
☐ Curaçao	☐ Irlande	☐ Papouasie - Nouvelle-Guinée	☐ Ukraine
☐ Danemark	☐ Islande	☐ Paraguay	☐ Uruguay
☐ Djibouti	☐ Israël	☐ Pays-Bas	☐ Vanuatu
☐ Dominique	☐ Italie	☐ Pérou	☐ Venezuela
☐ Égypte	☐ Jamaïque	☐ Philippines	☐ Viêt Nam
☐ El Salvador	☐ Japon	☐ Pologne	☐ Wallis-et-Futuna
☐ Émirats arabes unis	☐ Jersey	☐ Polynésie française	☐ Yémen
☐ Équateur	☐ Jordanie	☐ Porto Rico	☐ Zambie
☐ Érythrée	☐ Kazakhstan	☐ Portugal	☐ Zimbabwe
☐ Espagne	☐ Kenya	☐ Qatar	

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple, «association d'entreprises», «organisation de défense des consommateurs» ou «citoyen(ne) de l'UE»], le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de**

transparence, sont toujours rendus publics. Votre adresse électronique ne sera jamais rendue publique. Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Les options par défaut en matière de protection de la vie privée sont fonction du type de répondant sélectionné.

*** Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution**

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Mode anonyme

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas rendu public. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Partie 2 - Questions relatives aux fonds de l'UE destinés à soutenir le marché unique et la coopération entre les autorités nationales

La Commission a recensé plusieurs défis liés au bon fonctionnement du marché unique et de la coopération entre les autorités nationales. Quelle est l'importance de ces défis?

	Très important	Important	Moyennement important	Pas du tout important	Je ne sais pas /Sans objet
Donner aux autorités nationales, aux citoyens, aux consommateurs et aux entreprises les moyens d'agir en comblant les lacunes en	☐	☒	☐	☐	☐

matière de connaissances et de données et en surmontant les obstacles					
Renforcer les efforts de coopération et de collaboration et l'intégration entre les États membres et entre ces derniers et la Commission	☐	☒	☐	☐	☐
Harmoniser l'approche suivie par les États membres pour combler les déficits de financement, en particulier pour les PME, afin de stimuler la croissance et l'expansion	☐	☒	☐	☐	☐
Veiller à ce que l'élaboration de la réglementation, l'établissement des normes et leur application au niveau de l'UE restent fondés sur des données probantes, efficaces et adaptés à l'évolution des besoins	☐	☒	☐	☐	☐
Faire face à la fragmentation et à la complexité de l'environnement numérique	☐	☒	☐	☐	☐
S'attaquer à la fragmentation réglementaire	☒	☐	☐	☐	☐
Traiter les différences d'interprétation du droit de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Optimiser les capacités techniques et administratives pour les États membres, y compris la société civile, afin d'assurer des conditions équitables	☐	☐	☒	☐	☐
Remédier aux disparités en matière de numérisation de l'administration publique	☐	☒	☐	☐	☐
Défis liés à la protection efficace des fonds de l'UE contre la fraude, la corruption et d'autres activités illégales	☐	☒	☐	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☐	☐	☐

Dans quelle mesure les politiques actuelles répondent-elles à ces défis?

	Dans une	Dans une			Je ne sais
--	----------	----------	--	--	------------

	large mesure	certaine mesure	Très peu	Pas du tout	pas /Sans objet
Donner aux autorités nationales, aux citoyens, aux consommateurs et aux entreprises les moyens d'agir en comblant les lacunes en matière de connaissances et de données et en surmontant les obstacles	☐	☒	☐	☐	☐
Renforcer les efforts de coopération et de collaboration et l'intégration entre les États membres et entre ces derniers et la Commission	☐	☐	☐	☐	☒
Harmoniser l'approche suivie par les États membres pour combler les déficits de financement, en particulier pour les PME, afin de stimuler la croissance et l'expansion	☐	☐	☒	☐	☐
Veiller à ce que l'élaboration de la réglementation, l'établissement des normes et leur application au niveau de l'UE restent fondés sur des données probantes, efficaces et adaptés à l'évolution des besoins	☐	☐	☐	☐	☒
Faire face à la fragmentation et à la complexité de l'environnement numérique dans l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
S'attaquer à la fragmentation réglementaire	☐	☐	☒	☐	☐
Optimiser les capacités techniques et administratives au niveau des États membres, y compris la société civile, afin d'assurer des conditions équitables	☐	☐	☐	☐	☒
Traiter les différences d'interprétation du droit de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Renforcer la numérisation de l'administration publique et combler les écarts	☐	☒	☐	☐	☐

Dans quelle mesure les éléments suivants constituent-ils des obstacles à la réalisation des objectifs du budget de l'UE?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Un trop grand nombre de programmes dont les objectifs se chevauchent	☐	☐	☒	☐	☐
Un manque de coordination ou de synergies entre les programmes	☒	☐	☐	☐	☐

Des règles spécifiques aux fonds, différentes et souvent complexes, en matière d'accès au financement et de conformité	☒	☐	☐	☐	☐
Les capacités administratives aux niveaux national, régional et local	☐	☒	☐	☐	☐
La charge administrative pesant sur les bénéficiaires, les autorités régionales et nationales	☒	☐	☐	☐	☐
Le manque de flexibilité pour s'adapter aux évolutions nouvelles et imprévues	☐	☐	☒	☐	☐
L'alignement insuffisant sur les politiques nationales	☐	☐	☐	☒	☐
L'accent est mis sur le remboursement des coûts plutôt que sur l'obtention des résultats	☒	☐	☐	☐	☐
L'environnement réglementaire national rend les financements de l'UE moins efficaces	☐	☒	☐	☐	☐
La fraude, la corruption et d'autres activités illégales portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☐	☐	☐

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation selon laquelle les options suivantes pourraient contribuer à rendre le budget de l'UE plus efficace et plus efficient?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Dans une faible mesure	Pas du tout	Je ne sais pas /Sans objet
Appliquer des règles, des calendriers et des critères d'éligibilité communs à tous les fonds pertinents de l'UE	☐	☒	☐	☐	☐
Moins de règles, et des règles plus claires et plus simples	☒	☐	☐	☐	☐
Réduire le nombre de programmes de financement de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Introduire plus de flexibilité dans l'affectation des ressources afin de réagir aux crises et aux besoins émergents	☐	☒	☐	☐	☐
Recourir à des financements pour encourager les réformes et les investissements	☐	☐	☒	☐	☐

Simplifier l'accès des bénéficiaires aux financements et aux informations sur les financements	☒	☐	☐	☐	☐
Mettre davantage l'accent sur l'obtention des résultats, notamment au moyen du financement basé sur les performances (tel que le financement non lié aux coûts)	☒	☐	☐	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☐	☐	☐

Le budget actuel de l'UE soutient le marché unique et l'union douanière de l'UE, la coopération en matière fiscale et les mesures de lutte contre la fraude, y compris les gains d'échelle et les avantages transnationaux et transfrontières pour les entreprises, les consommateurs, les citoyens et les autorités nationales. La Commission a recensé les domaines d'intervention suivants. Quelle importance accordez-vous à ceux-ci?

	Très important	Important	Moyennement important	Pas du tout important	Je ne sais pas /Sans objet
Soutenir les entreprises pour renforcer leur compétitivité dans un environnement économique évoluant rapidement	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir une concurrence loyale	☐	☒	☐	☐	☐
Soutenir la sécurité économique de l'UE au moyen d'une union douanière agissant comme une entité unique	☐	☐	☐	☐	☒
Soutenir une fiscalité équitable et réduire le manque à gagner fiscal	☐	☐	☒	☐	☐
Soutenir la protection des consommateurs de l'UE et leur capacité à agir	☐	☒	☐	☐	☐
Soutenir le renforcement des capacités, la surveillance et le contrôle commun de l'application des règles de l'UE	☐	☐	☒	☐	☐
Déployer des solutions numériques communes et/ou interopérables, notamment des portails et des outils	☐	☒	☐	☐	☐

Soutenir les efforts de normalisation (c'est-à-dire l'établissement de normes communes)	☐	☒	☐	☐	☐
Soutenir un niveau élevé de santé et de sécurité pour les êtres humains, les animaux et les végétaux dans les secteurs des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux	☒	☐	☐	☐	☐
Soutenir le développement, la production et la diffusion de statistiques et de données de l'UE actuelles et comparables	☐	☒	☐	☐	☐
Mettre à niveau les douanes de l'UE en les dotant d'une gouvernance commune et de solutions numériques centrales puissantes	☐	☐	☐	☐	☒
Soutenir la prévention de la fraude, de la corruption et d'autres activités illégales ainsi que la lutte contre ces phénomènes	☐	☒	☐	☐	☐
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	☐	☐	☐	☐	☐

Dans quelle mesure, selon vous, des actions au niveau de l'UE pourraient apporter une valeur ajoutée par rapport à des actions au niveau national?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Dans une faible mesure	Pas du tout	Je ne sais pas / Sans objet
Supprimer les obstacles discriminatoires, injustifiés ou disproportionnés à la libre circulation des biens, des services et des capitaux dans le marché unique	☐	☒	☐	☐	☐
Empêcher l'introduction de produits dangereux ou non conformes sur le marché unique	☒	☐	☐	☐	☐
Renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Améliorer l'accès au financement pour les PME et d'autres bénéficiaires	☒	☐	☐	☐	☐

Encourager les entrepreneurs et renforcer les compétences	☒	☐	☐	☐	☐
Assurer des conditions de concurrence équitables et donner aux entreprises les moyens d'agir en contrôlant l'application des règles de concurrence et en les modernisant	☐	☒	☐	☐	☐
Assurer un niveau élevé de normalisation des produits	☐	☒	☐	☐	☐
Assurer des normes de qualité en matière d'information financière et non financière et de contrôle des comptes	☐	☒	☐	☐	☐
Assurer un niveau élevé de protection des consommateurs	☒	☐	☐	☐	☐
Assurer un niveau élevé de santé et de sécurité en ce qui concerne les êtres humains, les végétaux et les animaux, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux	☒	☐	☐	☐	☐
Fournir des statistiques européennes actuelles et comparables et combler les lacunes dans les données	☐	☒	☐	☐	☐
Moderniser et rationaliser le fonctionnement de l'union des douanes de l'UE en renforçant ses mécanismes et solutions numériques en matière de gouvernance	☐	☐	☐	☐	☒
Prévenir et combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale (y compris le blanchiment de capitaux, la fraude fiscale et le commerce illicite) portant atteinte à la sûreté et à la sécurité des citoyens	☒	☐	☐	☐	☐
Prévenir et combattre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte au budget de l'UE	☒	☐	☐	☐	☐
Assurer une perception optimale des recettes et réduire le manque à gagner fiscal dans l'UE entre les recettes fiscales qui auraient dû être perçues et celles qui ont effectivement été perçues	☐	☒	☐	☐	☐
Faciliter le commerce avec les pays tiers	☒	☐	☐	☐	☐
Renforcer la transition numérique vers des approches plus intelligentes fondées sur les données dans l'administration publique (y compris le système judiciaire)	☐	☒	☐	☐	☐
Accroître la coordination au niveau de l'UE en vue de rationaliser, dans l'ensemble de l'UE, les efforts en matière de renforcement des capacités	☐	☐	☒	☐	☐

Soutenir les projets transfrontières/multinationaux et la coopération transfrontière	☒	☐	☐	☐	☐
Répondre aux défis transnationaux	☒	☐	☐	☐	☐

Quels autres domaines stratégiques pourraient être couverts dans le cadre du bon fonctionnement du marché unique, de l'union douanière de l'UE, de la coopération fiscale et des mesures antifraude, et de la coopération entre les administrations nationales?

500 caractère(s) maximum

Selon vous, lequel des aspects suivants est-il le plus important pour soutenir le renforcement des capacités administratives et institutionnelles des autorités nationales des États membres? Veuillez classer les trois options privilégiées:

Vous pouvez soit effectuer un glisser-déplacer ou utiliser les boutons haut/bas pour modifier l'ordre, soit accepter l'ordre initial.

- Prévisibilité de la programmation associée aux investissements financés par l'UE
- Mettre l'accent sur les grandes priorités de l'UE apportant une plus grande valeur ajoutée européenne
- Flexibilité permettant de répondre à un large éventail de besoins des États membres
- Poursuivre les actions dans le temps
- Possibilité de soutenir un large éventail de bénéficiaires dans les administrations publiques à différents niveaux
- Aider les États membres à recenser les domaines dans lesquels un appui technique serait le plus efficace, compte tenu des priorités nationales et européennes

Partie 3 - Questions finales

Si vous souhaitez ajouter d'autres informations entrant dans le cadre du présent questionnaire, vous pouvez le faire ici.

2000 caractère(s) maximum

Veillez joindre tout document utile à l'appui de vos réponses.

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

Contact

SG-MFF-PUBLIC-CONSULTATIONS@ec.europa.eu

Consultation publique sur la performance du budget de l'UE

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le budget européen est au cœur de l'action de l'UE. Au fil des décennies, il a contribué à améliorer la qualité de vie et les moyens de subsistance des populations et des régions dans toute l'Europe et au-delà. La véritable valeur du budget de l'UE tient aux effets concrets qu'il produit sur le terrain. L'UE veille à ce que chaque euro soit dépensé de manière efficace et efficiente pour atteindre ses objectifs, au moyen d'une budgétisation axée sur les performances qui lie le versement des fonds de l'UE aux résultats obtenus. En d'autres termes, l'argent des citoyens européens est investi à bon escient. La dimension «performance» du budget de l'UE est essentielle pour garantir un maximum de transparence et de responsabilité, en donnant aux citoyens une vision claire de la manière dont leurs contributions sont utilisées, ainsi que des résultats obtenus.

Le cadre financier pluriannuel (CFP) actuel, c'est-à-dire le budget à long terme de l'UE, s'appliquera jusqu'à la fin de 2027. Il soutient les objectifs à long terme d'une croissance durable et inclusive dans l'UE ainsi que les transitions climatique et numérique. En 2025, la Commission présentera des propositions détaillées relatives au prochain CFP.

Dans la droite ligne des orientations politiques de la présidente von der Leyen pour la période 2024-2029, la Commission œuvrera à la mise en place d'un budget européen plus ciblé, plus simple et plus efficace, à la hauteur des ambitions de l'UE. Le prochain CFP devra également être aligné sur les évolutions juridiques récentes, y compris le règlement financier de 2024 (refonte 1), qui comprend de nouvelles exigences concernant l'égalité entre les hommes et les femmes, les indicateurs de performance et le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» aux objectifs climatiques ou environnementaux.

Il faudra à cette fin évaluer attentivement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui peut être amélioré à l'avenir. Le prochain budget de l'UE sera établi en tirant les enseignements du budget actuel, notamment sur les plans de la simplicité et de la flexibilité, de la rapidité et de l'orientation stratégique.

La Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées. La décision de regrouper les thématiques vise à faciliter les travaux préparatoires mais ne préjuge en rien de l'architecture des futurs programmes. La présente consultation est axée sur la dimension «performance» du budget de l'UE, à savoir: 1) les outils utilisés pour promouvoir les priorités et principes généraux dans l'ensemble du budget de l'Union (par exemple, l'égalité entre les hommes et les femmes, la numérisation, le climat et la biodiversité ou encore le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» aux objectifs climatiques ou environnementaux) afin de veiller à ce que les dépenses de l'UE soient orientées vers ces objectifs (ce que l'on appelle parfois également «intégration»); 2) le cadre de performance, y compris pour suivre l'efficacité avec laquelle le budget de l'UE atteint ses objectifs et établir des rapports à ce sujet.

Le présent questionnaire se compose de quatre parties:

La première partie recueille des informations vous concernant. La deuxième partie contient des questions relatives à la promotion des priorités et principes généraux de l'UE. La troisième partie contient des questions relatives aux outils de suivi et d'établissement de rapports du budget de l'UE. La quatrième partie comprend deux questions finales.

Il vous faudra une dizaine de minutes pour répondre à l'enquête. Vous pouvez enregistrer un brouillon de vos réponses et terminer plus tard. Veuillez être concis lorsque vous rédigez des observations complémentaires dans une zone de texte libre. Vous pouvez télécharger un document indiquant votre point de vue à la fin de l'enquête.

Informations vous concernant

* Langue de votre contribution

- Allemand
- Anglais
- Bulgare
- Croate
- Danois
- Espagnol
- Estonien
- Finnois
- Français
- Grec
- Hongrois
- Irlandais
- Italien
- Letton
- Lituanien
- Maltais
- Néerlandais
- Polonais
- Portugais
- Roumain
- Slovaque
- Slovène
- Suédois
- Tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que

- Établissement universitaire/institut de recherche
- Association d'entreprises
- Société/entreprise
- Organisation de défense des consommateurs
- Citoyen(ne) de l'Union européenne
- Organisation de protection de l'environnement
- Ressortissant d'un pays non membre de l'UE
- Organisation non gouvernementale (ONG)
- Autorité publique
- Organisation syndicale
- Autres

* Prénom

Alain

* Nom

Rousset

* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

consultationUE@nouvelle-aquitaine.fr

Quels fonds de l'UE connaissez-vous?

250 caractère(s) maximum

* Portée de vos activités

- Internationale
- Locale
- Nationale
- Régionale

* Niveau de gouvernance

- Parlement
- Autorité
- Agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine

* Taille de l'organisation

- Très petite (de 1 à 9 salariés)
- Petite (de 10 à 49 salariés)
- Moyenne (de 50 à 249 salariés)
- Grande (plus de 250 salariés)

Numéro d'inscription au registre de transparence

Vérifiez si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veuillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Cette liste ne reflète pas la position officielle des institutions européennes en ce qui concerne le statut juridique ou la politique des entités mentionnées. Elle constitue une harmonisation de listes et de pratiques souvent divergentes.

☐ Afghanistan	☐ Estonie	☐ Kirghizstan	☐ République démocratique du Congo
☐ Afrique du Sud	☐ Eswatini	☐ Kiribati	☐ République dominicaine
☐ Albanie	☐ État de la Cité du Vatican	☐ Kosovo	☐ Roumanie
☐ Algérie	☐ États-Unis	☐ Koweït	☐ Royaume-Uni
☐ Allemagne	☐ Éthiopie	☐ Laos	☐ Russie
☐ Andorre	☐ Fidji	☐ La Réunion	☐ Rwanda
☐ Angola	☐ Finlande	☐ Lesotho	☐ Sahara occidental
☐ Anguilla	☒ France	☐ Lettonie	☐ Saint-Barthélemy
☐ Antarctique	☐ Gabon	☐ Liban	☐ Saint-Christophe-et-Niévès

- Antigua-et-Barbuda
- Arabie saoudite
- Argentine
- Arménie
- Aruba
- Australie
- Autriche
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Gibraltar
- Grèce
- Grenade
- Groenland
- Guadeloupe
- Guam
- Guatemala
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane française
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Liberia
- Libye
- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg
- Macao
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Malaisie
- Malawi
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie
- Moldavie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
- Sainte-Lucie
- Saint-Marin
- Saint-Martin
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Samoa américaines
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Suriname

- Bulgarie
- Burkina
- Burundi
- Cabo Verde
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- Chili
- Chine
- Chypre
- Clipperton
- Colombie
- Comores
- Congo
- Corée du Nord
- Corée du Sud
- Costa Rica
- Côte d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Îles Åland
- Îles Caïmans
- Îles Cocos (Keeling)
- Îles Cook
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald
- Îles Mariannes du Nord
- Îles Marshall
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Îles Pitcairn
- Îles Salomon
- Îles Turks-et-Caïcos
- Îles Vierges américaines
- Îles Vierges britanniques
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Iraq
- Montserrat
- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Niue
- Norvège
- Nouvelle-Calédonie
- Nouvelle-Zélande
- Oman
- Ouganda
- Ouzbékistan
- Pakistan
- Palaos
- Panama
- Papouasie - Nouvelle-Guinée
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan
- Taïwan
- Tanzanie
- Tchad
- Tchéquie
- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Territoires palestiniens
- Thaïlande
- Timor-Oriental
- Togo
- Tokélaou
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turkménistan
- Turquie
- Tuvalu

☐ Curaçao	☐ Irlande	☐ Paraguay	☐ Ukraine
☐ Danemark	☐ Islande	☐ Pays-Bas	☐ Uruguay
☐ Djibouti	☐ Israël	☐ Pérou	☐ Vanuatu
☐ Dominique	☐ Italie	☐ Philippines	☐ Venezuela
☐ Égypte	☐ Jamaïque	☐ Pologne	☐ Viêt Nam
☐ El Salvador	☐ Japon	☐ Polynésie française	☐ Wallis-et-Futuna
☐ Émirats arabes unis	☐ Jersey	☐ Porto Rico	☐ Yémen
☐ Équateur	☐ Jordanie	☐ Portugal	☐ Zambie
☐ Érythrée	☐ Kazakhstan	☐ Qatar	☐ Zimbabwe
☐ Espagne	☐ Kenya	☐ République centrafricaine	

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple, «association d'entreprises», «association de consommateurs», «citoyen(ne) de l'UE»], le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais publiée.** Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. La sélection par défaut des options en matière de protection de la vie privée dépend du type de répondant sélectionné

* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

La Commission publiera les réponses à cette consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Mode anonyme

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas publié. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Promotion des priorités et principes généraux de l'UE

Le budget de l'UE soutient actuellement un certain nombre de priorités et de principes généraux de l'UE, tels que l'égalité entre les hommes et les femmes, la numérisation, l'action pour le climat, la biodiversité et les contributions aux objectifs de développement durable des Nations unies. Comment évaluez-vous l'efficacité de chacun de ces outils?

	Très efficace	Efficace	Moyennement efficace	Inefficace	Je ne sais pas / Sans objet
Intégrer les priorités stratégiques dans la conception des fonds de l'UE, notamment en définissant des objectifs spécifiques (par exemple, l'égalité entre les hommes et les femmes).	☐	☒	☐	☐	☐
Appliquer des règles afin de garantir que les projets financés soient alignés sur ces priorités et principes.	☐	☒	☐	☐	☐
Établir un cadre de performance solide pour mesurer les résultats obtenus grâce au budget de l'UE (par exemple, au moyen d'indicateurs).	☐	☒	☐	☐	☐
Utiliser des objectifs de dépenses minimales, soit au niveau de l'ensemble du budget de l'UE, soit dans le cadre de fonds spécifiques de l'UE.	☐	☒	☐	☐	☐

Le budget de l'UE soutient actuellement un certain nombre de priorités et de principes généraux de l'UE, tels que l'égalité entre les hommes et les femmes, la numérisation, l'action pour le climat, la biodiversité et les contributions aux objectifs de développement durable des Nations unies. Selon vous, dans quelle mesure le budget de l'UE promeut-il efficacement chacune de ces priorités générales?

	Très efficacement	Efficacement	Moyennement efficacement	Inefficacement	Je ne sais pas/Sans objet
Égalité entre les hommes et les femmes	☐	☒	☐	☐	☐
Numérisation	☐	☒	☐	☐	☐
Action pour le climat	☐	☒	☐	☐	☐
Biodiversité	☐	☐	☒	☐	☐
Objectifs de développement durable des Nations unies	☐	☒	☐	☐	☐

Le budget de l'UE soutient l'égalité entre les hommes et les femmes, notamment en finançant des projets spécifiques (par exemple, visant à encourager l'intégration des femmes sur le marché du travail, à lutter contre la ségrégation entre les hommes et les femmes, ou à promouvoir les droits et l'autonomisation des femmes), ainsi qu'en incluant cet objectif dans la conception de certains fonds de l'UE (par exemple, avec les «conditions favorisantes» prévues dans le règlement portant dispositions communes, ou avec l'exigence, prévue dans le cadre de certains fonds de l'UE, que les bénéficiaires présentent des propositions visant à soutenir l'égalité entre les hommes et les femmes ou disposent de plans d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes). En outre, la Commission a élaboré une méthode de mesure des dépenses en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le CFP 2021-2027, qui permet d'attribuer des notes aux interventions en fonction de leurs objectifs. Selon les estimations, pour l'année 2024, une part de 11 % du budget de l'UE contribue à l'égalité entre les hommes et les femmes, tandis qu'une part de 73 % en a le potentiel. Selon vous, la manière de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes jusqu'à présent dans l'ensemble du budget de l'UE a-t-elle été efficace?

- Très efficace
- Efficace
- Moyennement efficace
- Inefficace
- Je ne sais pas/Sans objet

Pourriez-vous préciser votre réponse et indiquer les fonds de l'UE auxquels vous faites référence?

500 caractère(s) maximum

Le règlement financier de 2024 exige que le budget de l'UE soit exécuté en tenant compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, lorsque cela est possible et approprié, conformément à la réglementation sectorielle pertinente. Il impose également de ventiler les données collectées par genre, le cas échéant. Selon vous, comment le budget de l'UE pourrait-il mieux soutenir l'égalité entre les hommes et les femmes à l'avenir? Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les objectifs indiqués ci-dessous.

	Tout à fait d'accord	D'accord	Neutre	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Je ne sais pas /Sans objet
Une plus grande cohérence s'impose en ce qui concerne la manière dont l'égalité entre les hommes et les femmes est intégrée dans la conception des fonds de l'UE (par exemple, sous la forme d'objectifs ou de conditions spécifiques).	☐	☐	☒	☐	☐	☐
Le budget de l'UE devrait être utilisé pour encourager les réformes liées à l'égalité entre les hommes et les femmes dans les États membres (par exemple en fixant des jalons et des cibles).	☐	☒	☐	☐	☐	☐
Le respect et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes en tant que droits fondamentaux devraient être une condition préalable au financement de l'UE.	☒	☐	☐	☐	☐	☐
Le soutien apporté par le budget de l'UE devrait faire l'objet d'un suivi cohérent au moyen d'indicateurs sexospécifiques.	☐	☐	☒	☐	☐	☐
Les données collectées sur l'exécution du budget de l'UE devraient être systématiquement ventilées par genre, le cas échéant et si elles sont disponibles.	☐	☐	☐	☒	☐	☐
Il est nécessaire d'apporter un soutien au développement des capacités des bénéficiaires de financement de l'UE afin que ceux-ci puissent intégrer l'égalité entre les hommes et les femmes dans la mise en œuvre de leurs projets.	☐	☐	☒	☐	☐	☐

Existe-t-il d'autres manières de faire en sorte que le budget de l'UE soutienne mieux l'égalité entre les hommes et les femmes?

500 caractère(s) maximum

Selon vous, dans quelle mesure le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» a-t-il permis de garantir que le budget actuel de l'UE et les fonds pertinents de l'UE ne portent pas atteinte aux objectifs climatiques ou environnementaux?

- Très efficacement
- Efficacement
- Moyennement efficacement
- Inefficacement
- Je ne sais pas/Sans objet

Estimez-vous que certains des problèmes suivants posent des difficultés pour appliquer le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important»?

Plusieurs réponses sont possibles.

- Absence d'orientations claires sur la manière de mettre en œuvre le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important»
- Manque de connaissances, de compétences ou de capacités humaines
- Manque de données environnementales
- Charge administrative disproportionnée
- Difficultés concernant le suivi et la vérification
- Pas de difficulté majeure
- Autre (veuillez préciser)

Si vous avez sélectionné «Charge administrative disproportionnée»: pour qui?

[plusieurs réponses possibles]

- Pour les autorités et organismes des États membres gérant et mettant en œuvre des fonds de l'UE
- Pour les bénéficiaires de financement de l'UE
- Pour les partenaires chargés de la mise en œuvre (par exemple, les banques de développement qui mettent en œuvre des garanties budgétaires)
- Pour d'autres

Si vous avez sélectionné «Charge administrative disproportionnée», veuillez indiquer toute information et estimation potentielle (qualitative et/ou quantitative) de cette charge administrative et de ces coûts.

Indiquez les fonds de l'UE avec lesquels vous avez déjà une expérience en ce qui concerne la mise en œuvre du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important»:

Le Fonds européen de développement régional (FEDER)
Le Fonds social européen plus (FSE+)
le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)
Le Fonds européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA)

Quelles seraient vos suggestions pour contribuer à la mise en œuvre du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important»?

Il serait pertinent de développer une meilleure cohérence entre les outils d'analyses environnementaux.

Cadre de performance comprenant des outils de suivi et d'établissement de rapports

Il est encouragé de mettre davantage l'accent sur la dimension «performance» du budget, par exemple en subordonnant les paiements éventuels aux bénéficiaires à des réalisations et/ou résultats ou en s'appuyant sur la planification stratégique pour accorder une plus grande attention aux résultats. Comment évaluez-vous les tentatives de renforcement de la dimension «performance» du budget de l'UE à ce jour?

- Très efficaces
- Efficaces
- Moyennement efficaces
- Inefficaces
- Je ne sais pas/Sans objet

Veuillez préciser les raisons pour lesquelles vous estimez que ces tentatives n'ont pas été efficaces/très efficaces.

Le budget de l'UE dispose d'un système de suivi du soutien apporté aux priorités de l'UE. Il s'agit d'un ensemble d'outils, notamment d'indicateurs, qui sont généralement définis pour chaque fonds de l'UE. Comment évaluez-vous le système de suivi actuel?

- Très efficace
- Efficace
- Moyennement efficace
- Inefficace
- Je ne sais pas/Sans objet

Le budget de l'UE utilise des indicateurs qui donnent une idée de la performance de chaque programme. Ces indicateurs ont pu mesurer les «ressources» (par exemple, le montant des fonds de l'UE consacrés au soutien aux chercheurs), les «réalisations» (par exemple, le nombre de chercheurs soutenus par un projet), les «résultats» (par exemple, le nombre de brevets déposés grâce aux fonds de l'UE) ou les «impacts» (par exemple, le renforcement de la compétitivité de l'UE grâce aux projets de recherche financés par le budget de l'UE). Comment évaluez-vous ces indicateurs?

	Très efficaces	Efficaces	Moyennement efficaces	Inefficaces	Je ne sais pas /Sans objet
Indicateurs de ressources	☐	☒	☐	☐	☐
Indicateurs de réalisation	☐	☒	☐	☐	☐
Indicateurs de résultat	☐	☒	☐	☐	☐
Indicateurs d'impact	☐	☒	☐	☐	☐

Comment évaluez-vous les obligations en matière d'établissement de rapports incombant aux bénéficiaires d'un fonds de l'UE?

- Très efficaces
- Efficaces
- Moyennement efficaces
- Inefficaces
- Je ne sais pas/Sans objet

La Commission communique des informations sur la performance du budget de l'UE au moyen d'un certain nombre de rapports (notamment les fiches de performance des programmes) et de tableaux de bord (notamment la plateforme de données ouvertes sur la cohésion et le tableau de bord de la reprise et de la résilience). Selon vous, la manière dont la Commission communique des informations sur l'exécution du budget de l'UE est-elle efficace?

- Très efficace
- Efficace
- Moyennement efficace
- Inefficace
- Je ne sais pas/Sans objet

À l'avenir, seriez-vous favorable à l'objectif consistant à progresser vers un système d'établissement de rapports plus simple et plus rationalisé?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas/Sans objet

La Commission gère des sites web qui permettent d'informer les bénéficiaires potentiels des possibilités de financement et des appels disponibles au titre des fonds de l'UE, par exemple le portail «Financements et appels d'offres» et la boîte à outils rurale de l'UE. Comment évaluez-vous la manière dont la Commission communique des informations sur les possibilités de financement?

- Très efficace
- Efficace
- Moyennement efficace
- Inefficace
- Je ne sais pas/Sans objet

Seriez-vous favorable à l'objectif de simplification et de rationalisation des sites web que la Commission utilise pour informer les demandeurs concernant les possibilités de financement et les appels disponibles au titre des fonds de l'UE?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas/Sans objet

Veillez indiquer toute autre idée concernant le futur cadre de performance du budget de l'UE.

500 caractère(s) maximum

La Région est favorable à une introduction plus large du système de «paiements sur les résultats» établis sur la base de jalons (mise en œuvre qualitative), et de cibles (mise en œuvre quantitative comme les indicateurs). Seule une approche fondée sur les principes de la cohésion (gouvernance multiniveaux & partenariat) peut garantir que les cibles et jalons soient adaptés au territoire. Un tel système apporterait de la simplification aux autorités de gestion et aux bénéficiaires.

Questions finales

Si vous souhaitez ajouter d'autres informations entrant dans le cadre du présent questionnaire, vous pouvez le faire ici.

(500 caractères au maximum)

Le modèle FNLC doit être conçu sur la base de jalons et de cibles adaptés à la nature des projets, mesurables, réalisables et temporellement atteignables afin de permettre des paiements réguliers. Demande une méthode de mise en œuvre communes aux différents programmes UE afin de permettre à la politique de cohésion de participer pleinement à la réalisation des politiques de l'UE et de créer de véritables synergies. Et d'aligner son taux de préfinancement aux autres politiques UE, donc à 13 %.

Vous pouvez joindre tout document utile à l'appui de vos réponses

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

d6991870-46ac-4e99-a864-db5848b4e28a/20250430_Letter_EUregions4cohesion.PDF
40c6c64e-f8db-4af6-b137-4c6dd45b28cb/Projetavis_CdR_IBoudineau.docx

Contact

SG-MFF-PUBLIC-CONSULTATIONS@ec.europa.eu